



Insee

Mesurer pour comprendre

Guyane

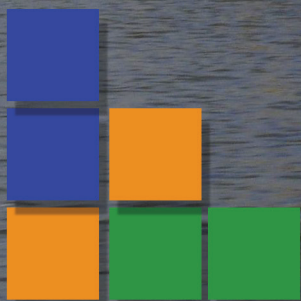
N°77 - Juin 2014

antiane^{éco}

La revue économique des Antilles-Guyane

Bilan économique 2013 en Guyane

L'économie guyanaise perd
son souffle en 2013



Bilan économique 2013 en Guyane

Synthèse régionale

- 5 *L'économie guyanaise perd son souffle en 2013*

Contexte national et international

- 6 *Consolidation inégale de la reprise en 2013*

Actualités

- 9 *2013 en quelques dates*

Emploi-Chômage

- 10 *L'emploi salarié marchand toujours en hausse*
12 *Le chômage reste stable*

Démographie des entreprises

- 14 *Des créations d'entreprises moins nombreuses*

Épargne-crédit

- 16 *Les ménages guyanais poursuivent leur effort d'épargne*

Prix de détail

- 18 *Léger ralentissement de l'inflation*

Agriculture

- 20 *Des légumes en légère baisse et des fruits en légère hausse*

Bâtiment- logement

- 22 *Fléchissement des autorisations de logements en 2013*

Spatial

- 24 *Le CSG pleinement opérationnel et acteur du développement de la Guyane*

Transport aérien

- 26 *Record historique du trafic aéroportuaire en 2013*

Automobile

- 28 *Légère dégradation du marché de l'automobile*

Tourisme

- 30 *L'activité hôtelière marque le pas en 2013*

Commerce extérieur

- 32 *Des échanges extérieurs toujours dynamiques*

Synthèses régionales

- 34 *Martinique et Guadeloupe*

Édito

En 2013, l'activité mondiale ralentit légèrement sous l'effet de l'intensification de la consolidation budgétaire, notamment aux États-Unis, et du manque de dynamisme des économies émergentes.

Dans la zone euro, l'activité se contracte à nouveau. Contrairement au reste de la zone euro, la croissance française n'accélère pas en 2013. Le PIB progresse très faiblement de + 0,3 %, comme en 2012.

En Amérique latine et dans la caraïbe, l'activité ralentit. Dans les petites Antilles, l'activité reste morose et en attente d'une reprise franche de l'activité touristique.

Dans ce contexte empreint de morosité, les trois départements françaises d'Amérique (DFA) n'échappent pas à l'immobilisme mondial. Aux Antilles françaises l'activité reste atone. L'emploi salarié marchand recule et le chômage augmente. L'économie guyanaise, dont le PIB n'a pas reculé depuis 2008, affiche des signes de ralentissement.

Ce bilan établi pour l'année 2013 propose un regard sur l'économie guyanaise située dans son contexte international, national et interrégional. Je remercie tous les contributeurs des organismes ayant contribué au succès des bilans des années précédentes et ceux ayant œuvré à cette nouvelle édition :

- la Chambre de Commerce et d'Industrie de la région Guyane (CCIG),
- le Centre National des Études Spatiales,
- la Direction de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DEAL) de Guyane,
- la direction de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt.

Nous vous souhaitons à tous une bonne lecture et vous invitons à consulter cette édition et celle de l'année précédente sur www.insee.fr/guyane

Les bilans de la Guadeloupe et de la Martinique sont consultables sur notre site : www.insee.fr

Didier BLAIZEAU

L'économie guyanaise perd son souffle en 2013

Le ralentissement de l'économie guyanaise se confirme en 2013. L'emploi salarié progresse plus faiblement que les années précédentes. Les services et l'industrie continuent de créer des emplois tandis que la construction en perd pour la première fois. Les créations d'entreprises, levier pour créer son emploi, reculent. Si le spatial confirme sa bonne santé, les autres secteurs peinent à trouver de nouveaux relais de croissance. Les conséquences sont directement visibles sur le territoire avec un marché du travail fébrile et des ménages qui diffèrent leurs achats face à ce climat morose.

Un marché du travail atone

L'emploi salarié marchand en Guyane continue d'augmenter mais plus faiblement que les années précédentes. Il est principalement porté par les services. C'est l'industrie qui s'offre la plus forte progression (+ 3,6 %) tandis que la construction perd pour la première fois des emplois (- 4 %). Face à un marché du travail peu dynamique, la population avait jusqu'à maintenant recours à la création d'entreprise pour créer leur emploi. Mais ce levier ne fonctionne plus, les

créations d'entreprises du secteur marchand non agricole sont en recul par rapport à l'an dernier. Les services et le commerce sont les plus concernés. L'engouement pour le statut d'auto-entrepreneur s'essouffle. Il représente un tiers des créations d'entreprises contre la moitié l'an dernier. La Guyane fait aussi face à un taux de chômage important, 21 %. Bien que stable depuis quelques années, il reste supérieur de 11 points à celui de la Métropole.

Le secteur spatial sourit, les autres secteurs grimacent

Du côté des entreprises, les signes sont plus contrastés. Pour la quatrième année consécutive, les importations guyanaises progressent. Elles sont portées par les entreprises (importations des biens d'équipement) et par l'importation de produits pétroliers. Les ménages guyanais ne contribuent pas comme les années précédentes à cette progression. Le secteur du spatial, avec 7 lancements réussis par les trois lanceurs Ariane, Soyouz et Véga, confirme sa bonne santé et son implantation dans le paysage industriel guyanais. Il reste le moteur de l'économie guyanaise. Mais l'un des secteurs porteurs de l'économie, la construction, est en panne. Le nombre de logements autorisés diminue d'environ 28 % par rapport à l'an dernier. Le secteur de la construction en Guyane comme en Guadeloupe ou en Martinique, fortement dépendant de la commande publique, se fragilise dès l'amorce d'une incertitude sur les crédits publics (gel des crédits amorcé en septembre 2013). Les demandes d'autori-

sations de logements collectifs chutent (- 42 %) avec 1 100 unités tandis que celles de logements sociaux se maintiennent autour de 900 unités.

Pour contrer la hausse des prix, les ménages se montrent prudents

Pour la troisième année consécutive, l'inflation en Guyane se maintient en dessous du seuil de 2 %. Elle s'établit en 2013 à 1,4 %. C'est la plus forte inflation des trois DFA. L'inflation y est principalement portée par les services et l'alimentation. Sur l'alimentation, notamment sur les produits frais, les évolutions de prix à la consommation sont fortes, + 7 %. Face à cette hausse des prix, les ménages diffèrent leurs achats et se tournent vers l'épargne. En fin d'année 2013, l'ensemble des dépôts des ménages guyanais progresse de 4,4 %. Les ménages guyanais privilégient, de façon quasi-égale, une épargne de précaution (peu risquée) représentée par le livret A ou bleue et une épargne d'investissement telle que l'assurance-vie ou encore l'épargne logement. Le secteur automobile est directement pénalisé par la prudence des ménages et l'atonie du marché du travail, les immatriculations de véhicules neufs toutes catégories baissent (- 2 %). La diminution est encore plus marquée pour les voitures utilitaires (- 6 %).

N. YAHOU-DAUVIER

B. HURPEAU

Consolidation inégale de la reprise en 2013

En 2013, le Produit Intérieur Brut mondial a progressé dans l'ensemble des régions à un rythme proche de 2012. L'embellie relative des économies avancées en fin d'année a été compensée par une dynamique moindre des économies émergentes.

Aux États-Unis en 2013, la reprise s'est consolidée grâce au soutien de la consommation privée. Bien que la croissance ait été moins dynamique qu'en 2012 (1,9 % après 2,8 %), en lien avec un premier semestre morose, l'économie américaine a fortement accéléré au second semestre, soutenue par la demande intérieure. Les améliorations sur le marché du travail et les niveaux de taux d'intérêt toujours attractifs ont contribué fortement à soutenir les dépenses de consommation et d'investissement des ménages.

Stabilité de la croissance mondiale

La reprise des marchés immobilier et financier a favorisé l'investissement des entreprises. Dans un contexte de détente, en raison de la levée de la limite de la dette souveraine jusqu'à 2015, les liquidités distribuées par la Fed¹ aux banques, en soutenant les marchés financiers, ont réussi à intervenir sur l'économie réelle. En lien avec une forte demande extérieure sur le pétrole, les exports ont été dynamiques, et les perspectives récentes d'améliora-

tion de l'économie mondiale ont également contribué positivement à travers le restockage.

En Chine et en Inde, le rythme de croissance en 2013 reste proche de celui de 2012 (respectivement 7,7 % et 4,4 %), mais toujours environ 2 points en dessous de leur croissance historique moyenne depuis 2000. La demande mondiale toujours atone, continue de pénaliser ces économies fortement exportatrices. En Inde, les prix à la consommation, qui ont encore augmenté cette année de près de 10 % en un an, menacent toujours d'éroder les progrès enregistrés. A contrario, en Chine la hausse des prix s'est stabilisée, identique à 2012 (+ 2,6 %).

Au Japon, l'activité du pays reste modérée (1,5 % après 1,4 %). Les coûts de la reconstruction continuent de peser via les taxes, qui contrebalancent en grande partie les mesures de soutien et la politique monétaire accommodante. C'est donc la hausse de la demande des pays partenaires, en lien avec la dépréciation récente du Yen, et la demande intérieure dynamique (+ 2,2 %) qui ont soutenu l'activité.

Au cours de l'année 2013, les prix du pétrole sont restés stables, mais élevés, soutenant les niveaux des prix des produits alimentaires, en particulier des produits frais.

Zone Euro, vers la fin de la récession

En 2013, l'activité dans la zone euro a encore reculé (- 0,5 %), en raison des acquis très négatifs engagés fin 2012. L'activité se stabilise progressivement ; à partir

du deuxième trimestre la croissance trimestrielle a été positive, soutenue par l'allègement de la pression fiscale sur les ménages et les entreprises.

Dans un contexte de poursuite de la consolidation budgétaire avec un marché du travail dégradé, la demande finale diminue à un rythme moindre qu'en 2012 (- 0,9 % après - 1,7 %). Les effets des opérations de soutien de la Banque Centrale Européenne afin d'apaiser les tensions financières, commencent seulement à être perceptibles dans le desserrement des conditions de crédit nécessaire au redémarrage de l'investissement dans certains pays. Dans les pays les plus endettés, les agents anticipent toujours une hausse de la fiscalité, entraînant l'attentisme.

La reprise économique diffère fortement entre les pays membres. La demande intérieure contribue toujours très négativement à l'activité en Espagne et en Italie (respectivement en baisse de - 2,7 % et 2,6 %), en raison des fortes incertitudes qui pèsent sur les politiques fiscales anticipées. L'activité en Allemagne reste atone (+ 0,5 %), toutefois supérieure à celle de la zone et portée par un marché du travail en amélioration. Au Portugal et en Grèce, l'activité continue de se dégrader mais à un rythme moindre (baisse respective de - 1,4 % et - 3,9 % du produit intérieur brut), la situation reste particulièrement préoccupante en Grèce.

En 2013, l'inflation diminue fortement en Europe (+ 1,3 % après + 2,5 %).

¹Banque centrale des États-Unis. Fed signifie Federal Reserve System, souvent abrégé en Federal Reserve.

Contexte national et international

En France, la reprise poussive est portée par le commerce extérieur

En 2013, la croissance de l'économie française reste atone, égale à 2012 (+ 0,3 %). C'est le moindre investissement privé des ménages comme des entreprises, qui a principalement pénalisé l'activité (respectivement - 2,9 % et - 0,4 %), ainsi que le déstockage des entreprises (contribution de - 0,2 point à la croissance). L'investissement des entreprises non financières en construction et en matériels de transport se tasse encore, en raison des mauvaises performances de ces secteurs (respectivement - 2,1 % après - 0,3 % et - 11,0 % après + 14,3 %). Le taux de marge et d'autofinancement des sociétés non financières diminuent de nouveau, atteignant des niveaux préoccupants.

Dans cette conjoncture dégradée, la consommation des ménages n'a que peu soutenue l'économie (+ 0,6 %, contribution de 0,4 point de PIB). Ce comportement, à relier à un pouvoir d'achat qui n'a pas évolué en 2013, résulte d'une masse salariale nette reçue qui ralentit, d'une hausse des cotisations salariales et d'une accélération des impôts courants. La consommation de biens manufacturés diminue encore, mais moins vivement qu'en 2012 (- 0,8 % après - 1,5 %). Cela résulte notamment d'un repli moins important des achats d'automobiles (- 5,7 % après - 8,0 %). Traditionnellement dynamiques (+ 10,0 %

en moyenne par an entre 2005 et 2011), les dépenses en biens d'équipements ralentissent de nouveau (+ 4,6 % après + 4,9 % en 2012) : c'est la plus faible hausse depuis 1993.

Le commerce extérieur a faiblement soutenu la croissance en France en 2013 (contribution + 0,1 point à la croissance du PIB). Nos exportations ont en effet repris à un rythme supérieur à nos importations.

L'inflation en France en 2013 est très faible (+ 0,9 %), les prix des principaux postes de consommation ont ralenti ou reculé de nouveau en 2013.

L'activité reste modérée en Amérique latine et dans les Caraïbes

En 2013, en Amérique Latine et dans la Caraïbe, l'activité a ralenti encore légèrement à 2,8 %, toujours en deçà de sa moyenne sur la période 2000-2010.

Au Brésil, l'activité redémarre doucement (+ 2,3 %). Malgré la dépréciation du real, l'investissement privé reste faible en raison d'une perte de compétitivité et de confiance des entrepreneurs. La politique monétaire stricte et la moindre croissance mondiale contiennent toujours l'inflation (+ 6,2 %), protégeant les gains de pouvoir d'achat par rapport à la décennie précédente où l'inflation annuelle était près de deux fois supérieure.

En Argentine et au Venezuela, la croissance reste inférieure à celle enregistrée les années précédentes (respectivement + 4,3 % et + 1,0 %). Les difficultés à maîtriser leur politique monétaire et leur taux de change ont fortement pesé sur la confiance des investisseurs, portant un coup important sur les réserves monétaires. L'inflation non maîtrisée atteint des niveaux historiques (respectivement + 10,6 % et + 40,7 %), pesant fortement sur le pouvoir d'achat des ménages. Cette année, la croissance a été faible au Mexique (+ 1,1 %), les canaux de diffusion de la reprise américaine agissant avec retard. L'inflation est modérée (+ 3,8 %).

Dans les petites Antilles (îles de l'Organisation des états de la Caraïbe orientale) l'activité est restée morose dans un environnement toujours plus compétitif. Alors que la dette publique poursuit sa dégradation et que les conditions financières sont serrées, le soutien de l'activité par les dépenses publiques reste un défi. La reprise lente de l'activité touristique ne permet pas de réduire le surendettement. Seule l'amélioration de la conjoncture mondiale, en particulier celle des États-Unis, offre des perspectives d'assainissement.

Fabien BREUILH

Pour en savoir plus

Fonds Monétaire International

World Economic Outlook (WEO), "Recovery Strengthens, Remains Uneven", avril 2014.

<http://www.imf.org/external/Pubs/ft/weo/2014/01/pdf/text.pdf>

Regional Economic Outlook, Western Hemisphere, "Rising Challenges", avril 2014.

<http://www.imf.org/external/pubs/ft/reo/2014/whd/eng/pdf/wreo0414.pdf>

Insee

Note de conjoncture, «La zone euro retrouve un peu de tonus», mars 2014.

http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=17&sous_theme=3&page=note.htm

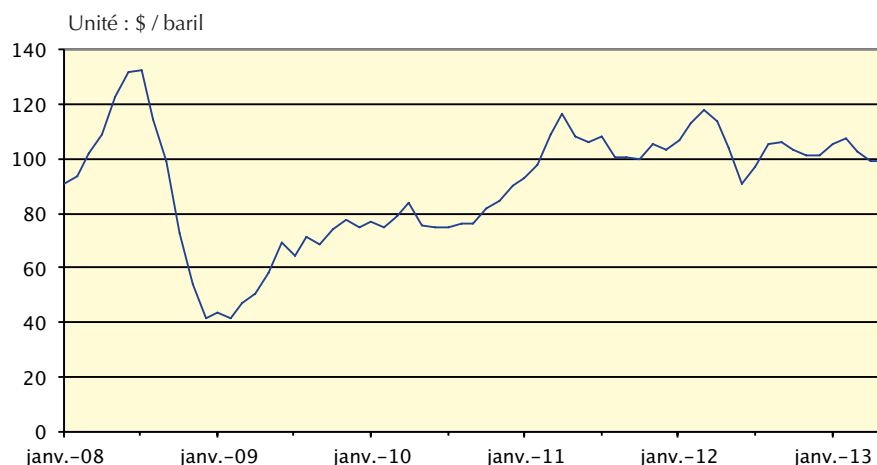
Les comptes de la nation en 2013, «Le PIB croît légèrement, le pouvoir d'achat se stabilise», Insee Première n°1447, mai 2014.

<http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1499/ip1499.pdf>

Contexte national et international

Les prix du pétrole reste élevé

Évolution du prix moyen du baril de Brent, pétrole brut léger (Royaume Uni), moyen (Dubai) et lourd (/Texas) (calcul à pondération égale)



Source : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (unctadstat.unctad.org)

Une reprise toujours inégale

Croissance du PIB en 2012 et 2013, projections pour 2014 et 2015

	2011	2012	2013	projections	
				2014	2015
Monde	3,9	3,2	3,0	3,6	3,9
Economies avancées	1,7	1,4	1,3	2,2	2,3
Etats Unis	1,8	2,8	1,9	2,8	3,0
Zone Euro, dont :	1,6	-0,7	-0,5	1,2	1,5
France	2,0	0,3	0,3	1,0	1,5
Allemagne	3,4	0,9	0,5	1,7	1,6
Japon	-0,5	1,4	1,5	1,4	1,0
Pays émergents ou en développement	6,3	5,0	4,7	4,9	5,3
Chine	9,3	7,7	7,7	7,5	7,3
Inde	6,6	4,7	4,4	5,4	6,4
Amérique Latine - Caraïbes	4,6	3,1	2,7	2,5	3,0
Brésil	2,7	1,0	2,3	1,8	2,7
Venezuela	4,2	5,6	1,0	-0,5	-1,0
Amerique Centrale ¹	4,7	4,0	4,0	4,0	4,0
Panama	10,9	4,0	8,0	7,2	6,9
Caraïbes²	2,8	3,5	2,8	3,3	3,3
Haïti	5,5	2,9	4,3	4,0	4,0
République Dominicaine	4,5	3,9	4,1	4,5	4,1
Antigua et Barbuda	-2,1	2,8	0,5	1,6	1,9
Dominique	0,2	3,9	4,1	4,5	4,1
Sainte-Lucie	1,4	-1,3	-1,5	0,3	1,0
Barbade	0,8	0,0	-0,7	-1,2	0,9
Trinidad et Tobago	-2,6	1,2	1,6	2,2	2,2
Suriname	5,3	4,8	4,7	4,0	4,0

¹ Costa Rica, Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama

² Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Dominique, Grenade, Haïti, Jamaïque, République dominicaine, Saint Kitts-et-Nevis, Sainte Lucie, Saint-Vincent et les Grenadines et Trinidad-et-Tobago.

Sources : FMI, World Economic Outlook, avril 2012 sauf (*) Insee, comptes nationaux, base 2005



1^{er} janvier :

La concession portuaire du Dégrad-des-cannes devient grand port maritime (GPM).

06 janvier :

Le forage pétrolier par la compagnie Shell reprend aux larges de la Guyane après des opérations infructueuses par la compagnie pétrolière anglo-néerlandaise en 2012.

31 janvier :

L'observatoire des prix, des marges et des revenus (OPMR) liste 94 produits de première nécessité bénéficiant d'une modération de prix, pour le lancement du bouclier qualité prix.

7 février

Premier lancement d'Ariane 5. Deux satellites de télécommunications sont placés sur orbite : Amazonas 3 et Azerspace/Africasat-1A.

1^{er} mars :

Le prix du sans plomb bat le record du prix du litre à 1,79 euros.

2 mars :

L'accord sur le bouclier qualité-prix a été signé entre le représentant de l'Etat et ceux de la grande distribution. Il s'inscrit dans le cadre de l'article 15 de la loi Lurel de régulation économique outre-mer, destiné à lutter contre la vie chère.

13 mars :

L'Etat, la ville de Cayenne et le Conseil général ont signé une convention pour la création du dispositif « CitésLab ». Ce dispositif devrait permettre la création d'entreprises dans les quartiers prioritaires.

24 avril :

Shell arrête le troisième puits d'exploration de forage pétrolier au large de la Guyane. La société entreprendra prochainement l'exploration d'un quatrième puits.

30 avril :

Les gérants des stations service ferment leur pompe durant quinze jours. Ils réclament une augmentation de leur marge bénéficiaire.

06 mai :

Le lanceur italien Vega a réussi son vol au centre spatial en Guyane en mettant en orbite trois charges utiles.

24 mai :

Un traité de fusion entre l'Agence régionale de développement et Guyane technopole est signé pour la création d'une nouvelle entité : Agence régionale de Développement et d'Innovation de la Guyane.

5 juin :

2^{ème} lancement de l'année du vol Ariane 213. Arianespace a lancé avec succès l'ATV4.

24 juin :

1^{er} lancement de l'année pour le lanceur Russe Soyouz. Il a à son bord les satellites 03B-F1.

1^{er} juillet :

Application d'une taxe de séjour dans les hôtels de Cayenne.

25 juillet :

Ariane 5 ECA met en orbite deux satellites, l'un de télécommunication Alphaset et l'autre de météorologie Insat-3D.

29 août :

Succès pour le 5^{ème} tir d'Ariane, lancement de deux satellites de télécommunication Eutelsat-25-B/Es'hail1 et GSAT-7.

20 septembre :

Création de la Fédération des Très Petites Entreprises FTPE.

13 - 14 décembre :

Visite du Président de la République : lancement d'un pacte d'avenir pour la Guyane.

19 décembre :

Lancement du satellite GAIA. Le

satellite de l'ESA, l'agence spatiale européenne, a été envoyé dans l'espace par une fusée Soyouz depuis le Centre spatial guyanais.

26 décembre :

Les gérants de stations-services protestent contre le projet de décret sur les prix des carburants dans les départements ultramarins. Ils redoutent une répercussion de cette baisse de profit sur leurs emplois ou leurs loyers. Les stations services sont fermées du 26 décembre au 31 décembre 2013.

Emilie Charles-euphrosine



L'emploi salarié marchand toujours en hausse

A la fin 2013, l'emploi salarié marchand est en hausse de 1,2 % en Guyane, prolongeant ainsi la tendance à la hausse des années précédentes. Avec une baisse du niveau d'emploi de 4 %, le secteur de la construction affiche une évolution en rupture avec la progression affichée depuis 2009.

En 2013, l'emploi dans les secteurs marchands est en hausse de 1,2 % en Guyane. Cette tendance s'observe depuis 2009. L'emploi salarié marchand enregistre d'ailleurs son meilleur niveau au quatrième trimestre 2013, soutenu par l'industrie. En effet, celle-ci est rythmée par la constance des activités liées au spatial. L'année 2013 s'est caractérisée par un infléchissement de l'activité en milieu d'exercice, puis par une reprise au quatrième trimestre. Ces fluctuations n'empêchent toutefois pas la Guyane d'exprimer une santé économique bien meilleure que celle de la Guadeloupe et de la Mar-

tinique où les niveaux d'emploi sont en baisse, respectivement - 3,5 % et - 1,4 %.

Un tertiaire toujours dynamique

L'emploi dans le secteur tertiaire marchand affiche une évolution positive : + 1,8 % sur un an. Ce résultat est favorisé par une hausse du niveau d'emploi de tous les sous-secteurs, à l'exception des autres activités de services, qui reculent de 12 % en 2013.

L'emploi salarié dans la construction pour la première fois en baisse depuis 2009

En 2013, le secteur de la construction ne participe pas à la hausse du niveau de l'emploi marchand en Guyane. En effet, après un pic enregistré au quatrième trimestre 2012, l'emploi salarié est en baisse graduelle. La chute amorcée au premier trimestre 2013 se confirme au second et au troisième trimestre. Le niveau d'emploi dans ce secteur retrouve celui du début de l'année 2012. Un tel infléchissement intervient pourtant dans un contexte de forte demande de logements sociaux, demande

elle-même motivée par une croissance démographique supérieure à celles des deux autres départements français d'Amérique.

L'emploi industriel toujours en hausse

Le niveau d'emploi industriel est en hausse par rapport à 2012 (+ 3,6 %). Néanmoins, cette hausse constatée sur un an ne cache pas les grandes variations trimestrielles, signes de frilosité face à l'investissement sur le long terme.

En 2013, la masse salariale représente 790 millions d'euros. Ce montant est en accroissement par rapport à l'exercice 2012 (756 millions d'euros).

Guy MYSTILLE

Avertissement

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Pour en savoir plus

G. Mystille, N. Prud'homme, « L'emploi salarié marchand aux Antilles-Guyane », Insee Premiers Résultats n° 98, décembre 2013.
http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=26&ref_id=20591

Emploi - chômage



Chiffres clés de l'emploi salarié

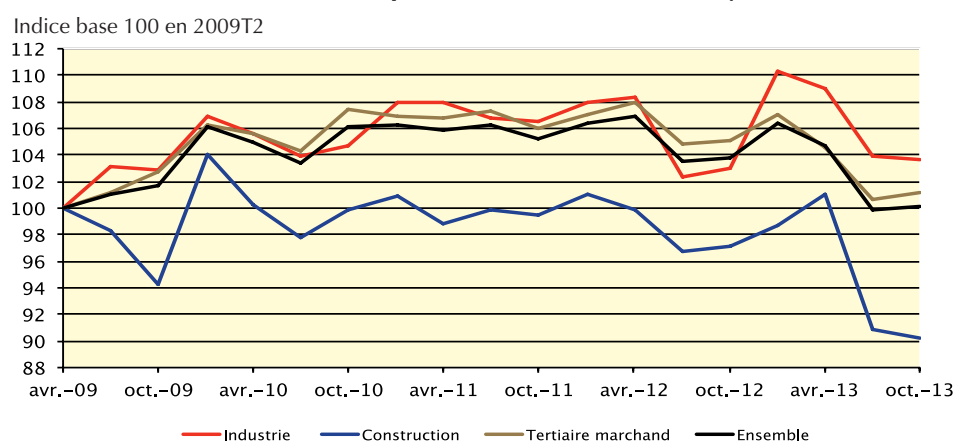
	Emplois salariés (en milliers)		Contribution des secteurs (%)	
	2012	2013	2012	2013
Industrie	4,3	4,5	-0,0	0,6
Construction	4,6	4,4	0,4	-0,3
Tertiaire marchand	18,4	18,8	1,2	2,2
Total	27,3	27,6	1,6	2,5

en %

Source : Insee-EPURE - 2013T4 provisoire.

Le secteur de la construction ne profite pas du rebond de fin d'année

Évolution de l'emploi salarié marchand en Guyane



Source : Insee-EPURE - 2013T4 provisoire.

Une évolution plus favorable en Guyane qu'en Martinique et en Guadeloupe

Évolution de l'emploi salarié marchand en Guyane

	Emplois salariés (en milliers)	Glissement annuel			Total
		Industrie (%)	Construction (%)	Tertiaire marchand (%)	
Guadeloupe	63,1	0,6	-7,1	-3,6	-3,5
Martinique	62,7	0,8	-6,3	-1,1	-1,4
Guyane	27,6	3,6	-4,1	2,0	1,2
Total	153,5	1,3	-6,1	-1,7	-1,8

en nombre et %

Source : Insee-EPURE - 2013T4 provisoire.

Dynamisme en Guyane, dégradation en Guadeloupe et en Martinique

Évolution annuelle de l'emploi salarié marchand dans les secteurs concurrentiels

Poste d'activité du tertiaire marchand	Guadeloupe	Martinique	Guyane
Commerce	-2,7	-2,5	1,0
Autres activités de services	-17,3	-7,9	-12,1
Transport et entreposage	-0,2	-1,8	7,4
Hébergement et restauration	-7,7	0,3	1,3
Information et communication	2,8	0,6	2,5
Activités financières et d'assurance	-2,0	0,3	12,0
Activités immobilières	-1,9	-6,9	2,5
Activités Scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	0,2	3,6	4,7
Ensemble tertiaire marchand	-3,6	-1,1	2,0

en %

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.
 Lecture : l'évolution en glissement annuel rapporte les effectifs du 31 décembre 2013 aux effectifs du 31 décembre 2012. L'ensemble n'inclut pas l'agriculture et pêche. Les évolutions ainsi que le poids du commerce et des services sont calculés par rapport à l'ensemble du secteur tertiaire marchand et non à l'emploi total.

Source : Insee-EPURE - 2013T4 provisoire.



Le chômage reste stable

Le bon niveau d'activité en Guyane ne permet pas encore de renouer avec la décrue du chômage. La situation continue de se dégrader en 2013, 23 500 individus sont demandeurs d'emploi.

La demande d'emploi en nette progression

Au 31 décembre 2013, Pôle emploi enregistre, en Guyane, 23 557 demandeurs d'emploi de catégories A, B, C, c'est-à-dire tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, soit plus de 2 200 individus sur un an. Cette progression est la plus élevée des DFA¹, + 10,5 %, pour + 2,8 % en Martinique et + 2,5 % en Guadeloupe. Elle est aussi deux fois plus élevée que celle de l'hexagone (+ 5,8 %). Les hommes sont beaucoup plus touchés par cette hausse que les femmes, respectivement, + 14,2 % et + 8,2 %. Mais la situation se dégrade aussi bien pour les moins de 25 ans (+ 15,8 %) que les 50 ans et plus (+ 14,4 %). Le nombre de demandeurs inscrits depuis un an et plus progresse peu (+ 2,9 %) et représente 31,4 % des demandeurs d'emploi (43 % en France métropolitaine). En revanche, les

demandeurs inscrits depuis moins d'un an sont 14,4 % de plus. Les demandeurs d'emploi qui n'ont exercé aucune activité représentent 92 % des inscrits recherchant activement un emploi.

Une relative stabilité du taux de chômage

En 2013, 16 000 individus étaient au chômage au sens du BIT². Le taux de chômage reste stable. Il est le moins élevé des DFA, 21,3 %, pour 26 % en Guadeloupe et 22,8 % en Martinique. Il est néanmoins plus élevé que celui de la France métropolitaine (10,5 % au deuxième trimestre 2013).

Le taux de chômage des moins de 25 ans (45 %) est le plus élevé. Les femmes sont les plus touchées : 27 % pour 17 % chez les hommes. Le diplôme reste un rempart contre le chômage. Seulement 5,5 % des diplômés du supérieur sont au chômage, quand 35,2 % des non diplômés, 21,8 % des titulaires d'un BEP/CAP et 11,7 % des bacheliers le sont.

Le temps partiel, une forme d'emploi répandue

Le temps partiel concerne 17 % des personnes en emploi. Les femmes y sont majoritaires avec 23 % pour 13 % chez les hommes. Les jeunes très touchés par cette forme d'emploi (32 %)

rencontrent des difficultés pour intégrer un emploi durable. Les 25-49 ans et les 50-64 ans sont tout aussi concernés (respectivement 16 % et 15 %). Par ailleurs, 43 % des individus travaillant à temps partiel déclare le subir.

Un halo important autour du chômage

Dans le halo du chômage, se situent 18 000 inactifs âgés de 15 à 64 ans. Ces Guyanais qui souhaitent et/ou ne recherchent pas activement un emploi représentent 55 % des inactifs non étudiants de moins de 65 ans. Les 25-49 y sont particulièrement nombreux avec 68 % contre 55 % pour les moins de 25 ans et 34 % pour les 50-64 ans. Ces taux élevés traduisent les difficultés pour accéder à l'emploi dans ce département.

Marcelle JEANNE-ROSE

Joëlle NACITAS

Définitions

Le taux d'emploi est le rapport entre le nombre d'actifs occupés et l'ensemble de la population correspondante.

Le « halo » autour du chômage : ce sont des personnes qui souhaitent travailler mais sont « classées » comme inactives, soit parce qu'elles ne sont pas disponibles pour travailler dans les deux semaines, soit parce qu'elles n'effectuent pas de démarche de recherche d'emploi.

Taux du « halo » autour du chômage des 15-64 ans est le rapport du nombre d'individus dans le « halo » de 15 à 64 ans sur le nombre total d'individus de la même classe d'âge.

Actif : personne ayant un emploi et chômeurs au sens du BIT.

¹DFA : Départements Français d'Amérique.

²être sans emploi (ne pas avoir travaillé ne serait-ce qu'une heure), être disponible dans les 15 jours avoir fait des recherches effectives d'emploi dans le mois précédent.



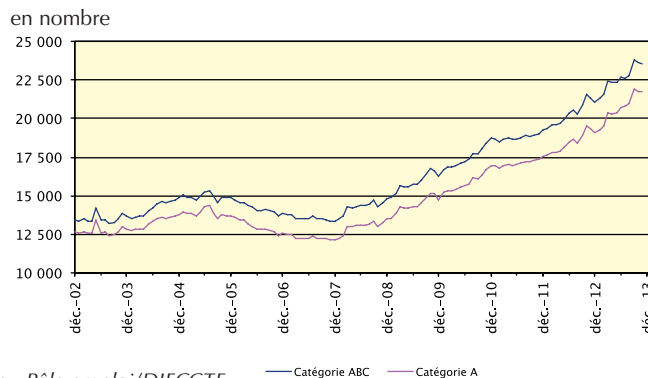
Chiffres clés du chômage

	2012	2013	«Évolution 2013/2012
Taux de chômage (%)	22,1	21,5	-2,7
Nombre de personnes en emploi	58 106	58 601	0,9

Champ : Guyane, population des ménages, personnes de 15-64 ans (âge au 31 décembre).
Source : Insee, Enquête Emploi DOM 2013.

Une timide décroissance du nombre de demandeurs d'emploi

Evolution des demandeurs d'emploi en fin de mois (données cvs)



Source : Pôle emploi/DIECCTE.

Le taux fluctue peu

Taux d'emploi et objectifs européens

	2012	2013	Objectif européen
Taux d'emploi des 15-64 ans	45,6	45,0	70%
Taux d'emploi des femmes de 15-64 ans	39,6	38,4	60%
Taux d'emploi des 55-64 ans	53,5	51,0	50%
Personnes ayant un emploi	58 106	58 601	///
Hommes	31 584	32 361	///
Femmes	26 522	26 240	///

Champ : Guyane, population des ménages, personnes de 15-64 ans (âge au 31 décembre).

Source : Insee, Enquête Emploi DOM 2013.

Les chômeurs basculent souvent dans l'inactivité

Evolution des demandeurs d'emploi en fin de mois (données cvs)

Statut au sens du BIT en 2012	Statut au sens du BIT en 2013			
		Actifs en emploi	Chômeurs	Inactifs
	Actifs en emploi	Hommes	85,6	4,8
	Femmes	83,1	8,0	8,9
	Ensemble	84,5	6,3	9,2
Chômeurs	Hommes	23,7	46,3	30,0
	Femmes	14,0	37,8	48,2
	Ensemble	18,0	41,3	40,7
Inactifs	Hommes	11,9	14,1	74,0
	Femmes	6,5	14,4	79,1
	Ensemble	8,7	14,3	77,0

Champ : population des ménages, les Guyanais ayant entre 15 et 63 ans en 2012 interrogés en 2012 et 2013.

Lecture : 41,3 % des chômeurs au 2^e trimestre 2012 sont encore chômeurs au 2^e trimestre 2013.

Source : Insee, Enquête Emploi DOM 2012 et 2013.

Le chômage fléchit légèrement

Chômeurs au sens du BIT de 15 à 64 ans

en nombre et %

	2012	2013
Ensemble des chômeurs	16 471	16 045
Hommes	7 253	6 593
Femmes	9 218	6 593
Taux de chômage selon le sexe et l'âge (%)		
Ensemble	22,1	21,5
15-24 ans	50,4	44,8
25-49 ans	20,9	20,5
50 ans - 64 ans	13,1	15,3
Hommes	18,7	16,9
15-24 ans	50,6	41,8
25-49 ans	16,5	14,6
50 ans - 64 ans	11,9	12,8
Femmes	25,8	26,5
15-24 ans	50,2	48,8
25-49 ans	25,3	26,3
50 ans - 64 ans	14,8	18,6
Taux de chômage de longue durée (%)		
Ensemble	17,2	17,0
Hommes	14,0	13,7
Femmes	20,7	20,7
Halo autour du chômage (en nombre et %)		
Ensemble	13 507	18 284
Hommes	30,6	32,1
Femmes	69,4	67,9

Champ : Martinique, population des ménages, personnes de 15-64 ans (âge au 31 décembre).

Source : Insee, Enquête Emploi DOM 2013.



Des créations d'entreprises moins nombreuses

En 2013, après une année 2012 exceptionnelle, les créations d'entreprises chutent en Guyane. Le secteur des « activités de services administratifs et de soutien » est le plus touché par cette baisse. Deux tiers des créateurs ont choisi le statut d'entreprises individuelles, délaissant celui de l'auto-entrepreneuriat. Parmi les créateurs d'entreprise individuelle, la part des femmes est en nette progression (41 %).

En 2013, les créations d'entreprise dans l'ensemble des secteurs marchands non agricoles sont en net recul par rapport à 2012 (-13 %). Cette baisse, plus élevée que dans les autres départements d'Outre-mer et qu'en France métropolitaine, est à relativiser. En effet, 2012 avait connu une hausse exceptionnelle en raison d'une forte augmentation des créations des Sociétés par Actions Simplifiées (SAS) à des fins de défiscalisation pour des activités de location et location-bail.

Recul des créations d'auto-entreprises

Après un engouement qui ne s'est pas démenti depuis sa mise en place en 2009, le statut de l'auto-entreprise est à son niveau le plus bas. En 2013, il représente un peu moins du tiers des créations alors qu'il contribuait pour moitié auparavant. C'est la première fois depuis l'instauration de

ce statut que le nombre d'auto-entrepreneurs diminue dans la région. Ceci est certainement lié au dispositif de l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée (EIRL), accessible depuis le 1er janvier 2011. En effet, ces nouvelles mesures permettent à l'entrepreneur individuel de protéger ses biens personnels de ses créanciers professionnels en créant un patrimoine spécialement affecté à son activité indépendante. Ainsi, la part d'entreprises individuelles hors auto-entreprises, est à son plus haut niveau depuis 2009.

Chute des créations d'entreprises dans les activités de services administratifs et de soutien

En 2013, tous types d'entreprises confondus, les créations diminuent dans une majorité de secteurs d'activité. Les baisses sont particulièrement marquées dans les « activités de services administratifs et de soutien » (-44 %), les « autres activités de services » (-32 %) et le commerce (-11 %). Les seuls secteurs où les créations augmentent sont les « activités financières et d'assurance » (+50 %) et « l'enseignement, la santé et l'action sociale » (+10 %).

La majorité des nouvelles entreprises n'emploient pas de salarié

Seules 3 % des nouvelles entreprises sont employeuses au moment de leur création du fait notamment de la part importante des entreprises individuelles (EI) y compris les auto-entreprises. Cependant, même hors EI, 91 % des entreprises créées sous forme sociétaire n'emploient aucun salarié. Les entreprises employeuses

se créent avec trois salariés en moyenne. Les entreprises employeuses, y compris auto-entreprises, sont plus souvent dans le commerce (24 %) et les activités spécialisées, scientifiques et techniques (17 %).

Un tiers des créateurs a moins de 40 ans

Un tiers des créateurs est âgé de moins de 40 ans et comme les années précédentes, ils sont nombreux à exercer dans le commerce (23 %) et la construction (20 %). Les nouveaux auto-entrepreneurs sont un peu plus représentés chez les moins de 30 ans. Depuis la mise en place du régime des auto-entrepreneurs en 2009, la part des professions libérales parmi les entreprises individuelles a beaucoup augmenté, passant de 9 % à 23 % (7 % hors auto-entrepreneur).

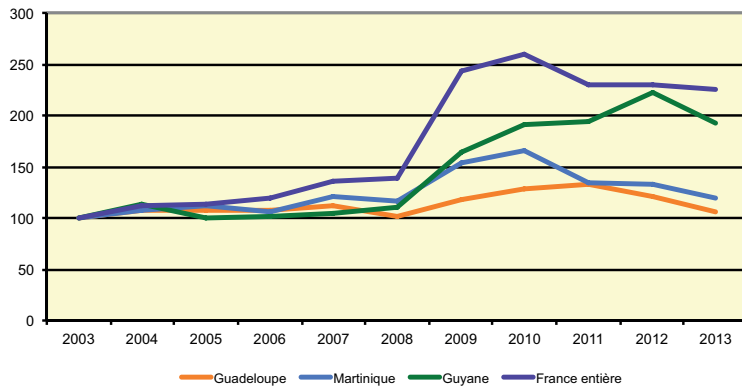
En 2013, 41 % des entreprises individuelles sont créées par des femmes alors que quatre ans plus tôt, elles ne représentaient que le tiers. Celles-ci sont plus jeunes que les hommes (60 % ont moins de 40 ans contre 55 % pour les hommes) et sont plus présentes dans le commerce (30 %), l'hébergement et la restauration (14 %).

Philippe MOUTY



Le statut de l'auto entreprise a dopé la création d'entreprise à partir de 2009

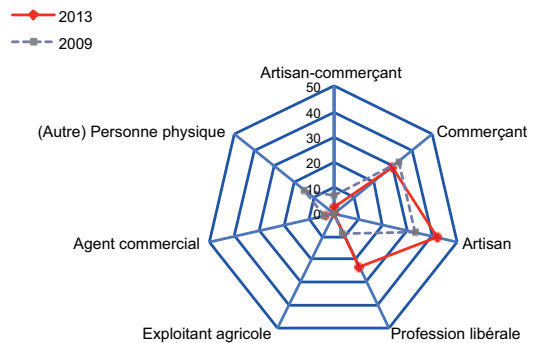
Évolution du nombre des créations d'entreprises (indices base 100 en 2003)



Source : Insee, REE (Répertoire des entreprises et des établissements)

Les professions libérales plus nombreuses qu'en 2009

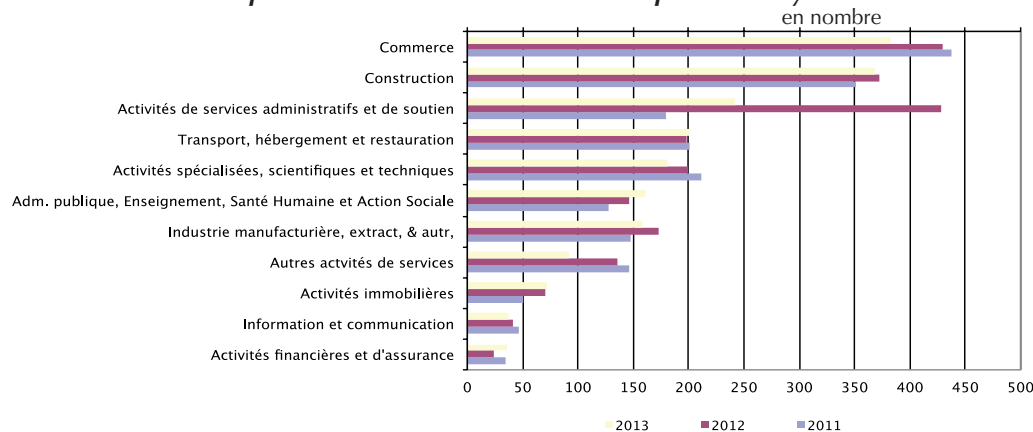
Répartition des créateurs d'entreprises individuelles selon leur catégorie professionnelle en %



Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles
Source : Insee, REE (Répertoire des entreprises et des établissements)

Moins de créateurs dans le secteur «Activités de services administratifs et de soutien»

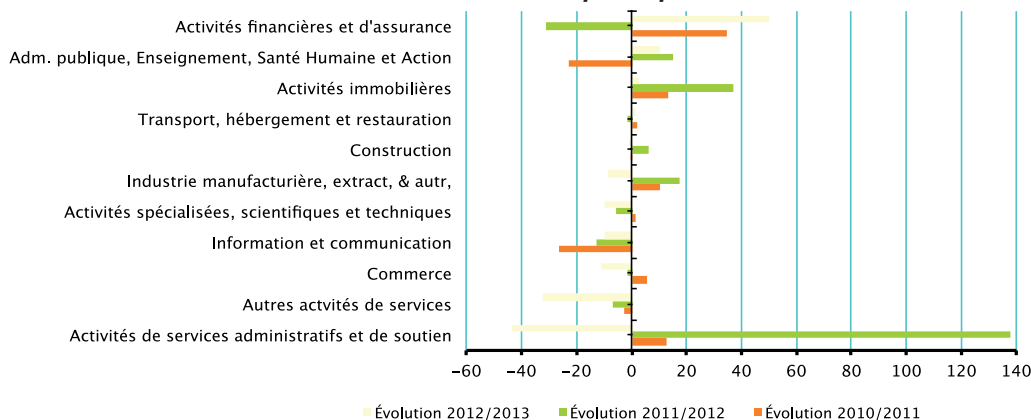
Principaux secteurs de créations d'entreprise en Guyane



Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles
Source : Insee, REE (Répertoire des entreprises et des établissements)

Les créations d'entreprises en Guyane : Une évolution atypique

Évolution du nombre de créations d'entreprises par secteur d'activité



Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles
Source : Insee, REE (Répertoire des entreprises et des établissements)



Les ménages guyanais poursuivent leur effort d'épargne

Malgré un contexte économique en demi-teinte, l'activité bancaire du département s'inscrit en hausse, avec à la fois une progression du niveau de financement de l'économie (+ 5,6 %, soit 139,2 M€), portant l'encours sain de crédit à 2 633,8 M€, et une croissance de la collecte d'épargne.

Le risque global de contrepartie est relativement contenu puisque le taux de créances douteuses brutes des établissements de crédit locaux s'établit à 4,0 %, en légère amélioration par rapport à fin décembre 2012 (- 0,2 point). L'encours des provisions pour l'ensemble des établissements de crédit augmente de 1 % pour s'établir à 62,9 M€ portant ainsi le taux de provisionnement global à 59,5 % (+ 0,5 point sur l'année).

L'épargne des ménages dépasse pour la première fois le milliard d'euros

Au 31 décembre 2013, les dépôts des ménages s'établissent à 1 037,5 M€, en progression de 4,4 % sur un an. Ils représentent 62 % de l'ensemble des placements des agents économiques de la place. Ces dépôts se décomposent en trois catégories, plus ou moins liquides. Les dépôts à vue, les plus liquides, s'inscrivent en hausse de 4,3 % pour atteindre 345,6 M€. Les placements li-

quides ou à court terme (principalement les placements sur livrets) sont également en hausse (+ 3,2 %) et atteignent 342,3 M€. Enfin, les placements à long terme des ménages guyanais atteignent 349,6 M€ (+ 5,8 %).

Les ménages plébiscitent le livret A et l'assurance vie

La forte hausse des placements à long terme s'explique principalement par la progression des placements en assurance vie. L'encours des contrats d'assurance-vie a sensiblement augmenté en 2013 (+ 6,3 %) pour atteindre 219,8 M€, en raison notamment de la bonne performance des marchés observée au cours de l'année 2013, avec par exemple une croissance de + 18 % sur l'année pour l'indice « CAC 40 », le principal indice de la bourse de Paris.

Concernant les placements dits « liquides », les placements sur livrets A et bleus progressent de 7,3 % en 2013, pour atteindre 166,6 M€. En dépit de la faiblesse de la rémunération qui a atteint un point bas en 2013 (1,25 %), les ménages guyanais ont continué à placer leur épargne sur le livret A, placement historiquement plébiscité par l'ensemble des français. Le livret Développement Durable gagne des parts de marché. Son encours a augmenté de 17,3 % pour atteindre 24,3 M€ au détriment des livrets ordinaires qui ont subi une décollecte de 1,7 % en 2013 pour totaliser 90,3 M€.

L'épargne logement dont la finalité est l'acquisition d'un bien immobilier reste attractive dans le

département avec un nombre de plans d'épargne logement en forte hausse (+ 8,1 % sur un an), et un encours total qui atteint 95,5 M€, en hausse de 7,5 %.

La couverture des services bancaires continue de s'étendre

Fin décembre 2013, la Guyane compte 47 guichets bancaires permanents, soit quatre unités de plus par rapport à 2012. Si la Guyane présente une densité bancaire deux fois inférieure à celle des autres DFA (1 guichet permanent pour 2 577 habitants en Martinique, 1 pour 2 687 habitants en Guadeloupe), la situation s'améliore très légèrement avec un ratio d'un guichet pour 5 321 habitants (après 1 guichet pour 5 667 habitants en 2012). Le parc d'automates bancaires progresse aussi avec 8 nouvelles implantations, soit 1 DAB/GAB pour 1 839 habitants contre 1 904 en 2012.

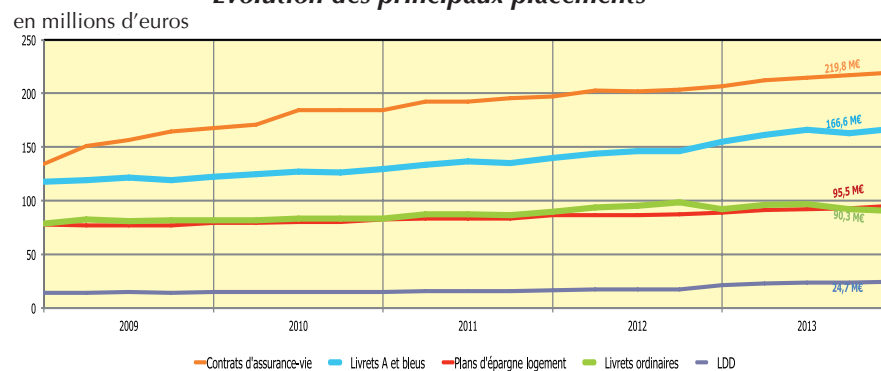
Le nombre de cartes bancaires en circulation poursuit sa progression en 2013 (+ 10,3 %, après + 17,6 % en 2012), notamment par l'ouverture de comptes ordinaires équipés d'une carte de retrait pour des bénéficiaires de minima sociaux ayant déjà un compte d'épargne sur lequel sont désormais versées ces aides. Le taux d'équipement égale la moyenne observée dans les autres DCOM, avec 1,1 carte bancaire par habitant dans le département.

ALIBAY Nadia ;
DANION Florent ;
DUFRESNE Fabrice
IEDOM



Les placements en assurance-vie et sur livret A poursuivent leur hausse

Évolution des principaux placements



L'épargne à long terme progresse de 5,8 %, portée par l'assurance-vie

Evolution des placements des ménages

encours au 31 décembre de l'année, en M€

	2010	2011	2012	2013	"Var. 13/12 en (%)
Dépôts à vue	310,1	324,3	331,4	345,6	4,3
Placements liquides ou à court terme	298,7	309,7	331,8	342,3	3,2
Comptes d'épargne à régime spécial	265,0	282,2	303,5	315,1	3,8
dont livrets ordinaires	83,3	89,9	91,8	90,3	-1,7
dont livrets A et bleus	129,8	140,2	155,3	166,6	7,3
dont livrets d'épargne populaire	9,1	7,6	7,0	6,1	-12,9
dont livrets de développement durable	15,3	16,4	21,1	24,7	17,3
Placements indexés sur les taux du marché	33,7	27,5	28,3	27,2	-3,7
Placements à long terme	304,6	318,0	330,3	349,6	5,8
Plans d'épargne logement	82,6	86,4	88,8	95,5	7,5
Plans d'épargne populaire	5,9	5,7	5,4	5,2	-4,0
Autres comptes d'épargne	0,8	0,9	0,7	0,7	-0,2
Portefeuille-titres	15,8	15,2	18,0	18,6	3,3
OPCVM non monétaires	15,4	12,6	10,7	9,8	-7,8
Contrats d'assurance-vie	184,2	197,2	206,7	219,8	6,3
Total des placements des ménages	913,5	952,0	993,5	1 037,5	4,4

Source : Surfi



Léger ralentissement de l'inflation

En moyenne annuelle, les prix à la consommation ont augmenté de 1,4 % en Guyane en 2013. Tous les postes contribuent à cette hausse excepté celui des produits manufacturés dont les prix demeurent stables. Le ralentissement de l'inflation constaté en 2012 (+ 1,5 %) se poursuit en 2013. Si l'inflation guyanaise demeure à un niveau modéré, elle est néanmoins la plus forte des trois départements français d'Amérique (DFA) de 1,2 % en Martinique et de 0,9 % en Guadeloupe, soit le même niveau que la France hexagonale.

Les prix dans l'alimentation continuent d'augmenter

L'accélération des prix de l'alimentation, débutée en 2010, se poursuit en 2013 avec une augmentation de 3,3 % en moyenne annuelle. Cependant, la hausse des prix de l'alimentation hors produits frais (+ 2,6 %) est identique à 2012. Le renchérissement est général dans le poste. Il est plus marqué pour les boissons non alcoolisées, les sucreries et confiseries. La taxe sur les boissons sucrées explique

en partie cette hausse. L'augmentation des prix des produits frais (+ 6,9 %) représente 40 % de la hausse des prix dans l'alimentation en 2013 alors qu'elle ne contribuait que pour 20 % en 2012. Elle est principalement portée par l'évolution des prix des légumes frais. La variation des prix des produits alimentaires est supérieure à la hausse d'ensemble, elle explique 53 % de la hausse globale.

Les prix du tabac augmentent de 1,7 % en 2013 mais n'ont aucun effet sur l'inflation.

Les services demeurent un poids lourd de la consommation

En 2013, la hausse des prix des services est de 1,3 %. Cette évolution additionnée à celle des prix alimentaires explique la quasi-totalité (93 %) de l'inflation. Or, ces deux postes ne représentent que 63 % de la consommation. Tous les postes des services sont en hausse. Toutefois, l'évolution des prix résulte quasi exclusivement des hausses des prix des «loyers et services rattachés» et des prix des «autres services», bien que ces hausses soient légèrement moins fortes qu'en 2012. Les prix des loyers augmentent de 1,4 %, ceux des assurances habitations de 7,5 %, et ceux de l'hôtellerie et de la restauration de 1,4 %. Les prix des transports et communications, qui étaient stables en 2012, augmentent (+1,2 %) sous l'effet de

la hausse des prix du transport aérien.

Fort ralentissement des prix de l'énergie

En 2013, les prix de l'énergie augmentent de 1,2 % en moyenne annuelle contre 5,3 % en 2012. Cette évolution qui contribue à 6 % à la hausse d'ensemble est, pour la première fois depuis 2010, en adéquation avec le poids de l'énergie dans la consommation. Elle résulte exclusivement de la hausse des prix de l'électricité (+ 6,4 %). A l'inverse, les prix des produits pétroliers reculent de 1,5 %. Ces évolutions sont identiques en France Hexagonale. La baisse du prix de la bouteille de gaz se poursuit (- 6 %) et les prix du carburant reculent de 1,0 %.

Les prix des produits manufacturés sont de nouveau stables en 2013. Tout comme en 2012, la baisse des prix de «l'habillement et chaussures» et des produits de santé est intégralement compensée par la hausse des prix des «autres produits manufacturés».

Luciano VALONY

Prix de détail



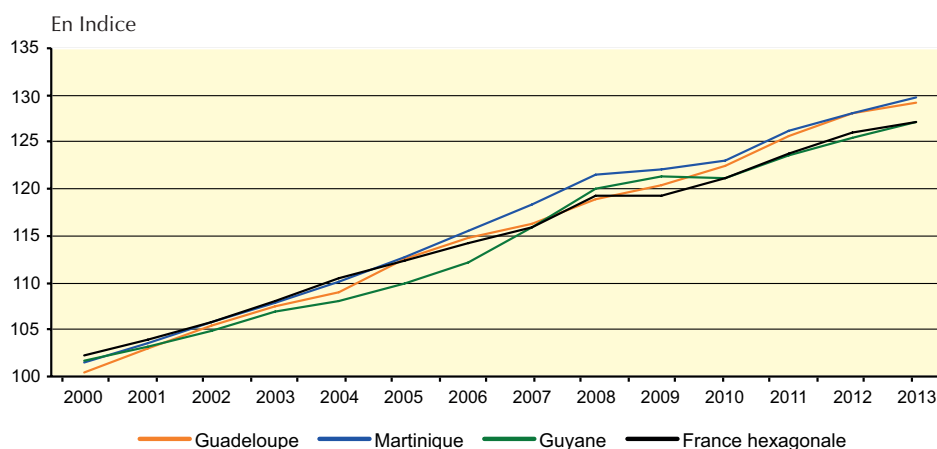
Chiffres clés des prix à la consommation

	Variation 2013/2012	Contribution à la hausse des prix en 2013
Alimentation	3,3	0,8
Services	1,3	0,6
Energie	1,2	0,1
Tabac	1,7	0,0
Produits manufacturés	0,0	0,0
Ensemble	1,4	1,4
Ensemble hors Tabac	1,4	1,4

Source : Insee - Dirag.

Des prix qui évoluent peu en Guyane

Évolution des prix entre 2000 et 2013 dans les DFA et en France hexagonale



Source : Insee - Dirag, indice des prix à la consommation.

Des prix stables en Guyane

Indice des prix à la consommation de Guyane (en indice et %)

Indice base 100 année 1998

Regroupements	Pondérations 2013	Indices 2012 moyen	Indice 2013 moyen	Variation 2012/2013	Contributions à la hausse des prix en 2013
Alimentation	2 262	130	134,4	3,3	0,8
Produits Frais	367	142,3	152,1	6,9	0,3
Alimentation hors produits frais	1 895	127,4	130,8	2,6	0,5
Tabac	46	354,2	360,2	1,7	0,0
Produits manufacturés	2 616	95,0	94,9	0,0	0,0
Habillement et chaussures	688	70,1	69,1	-1,4	-0,1
Produits de santé	229	89,9	89,2	-0,8	0,0
Autres produits manufacturés	1 699	106,2	106,8	0,6	0,1
Energie	663	161,9	163,8	1,2	0,1
Produits pétroliers	437	182,4	179,8	-1,5	-0,1
Services	4 413	132,2	133,9	1,3	0,6
Loyers et services rattachés (1)	1 759	135,7	137,0	1,0	0,2
Services de santé	166	133,1	133,5	0,3	0,0
Transports et communications	944	111,0	112,3	1,2	0,1
Autres services (2)	1 544	134,3	136,7	1,8	0,3
Ensemble	10 000	125,4	127,1	1,4	1,4

(1) Les services rattachés représentent les produits et les services pour la réparation et l'entretien du logement, l'adduction d'eau, l'enlèvement des ordures et les services d'assainissement.

(2) Les autres services regroupent : les soins personnels, la protection sociale, les assurances, les services financiers...

Source : Insee - Dirag, indice des prix à la consommation.



Des légumes en légère baisse et des fruits en légère hausse

Les prix de vente au détail des légumes et des fruits sur les marchés guyanais ont baissé globalement de 0,9 % en 2013. Les évolutions mensuelles sont plus volatiles, sous l'influence de la pluviométrie et de la saisonnalité de l'offre des produits. Le marché de Kourou est celui où les prix sont les plus élevés.

En 2013, le prix médian annuel des fruits et légumes baissait de 0,9 %. En baisse pour les légumes de 2,3 %, il est dans le même temps, en hausse pour les fruits de 1,3 %. En 2012, il augmentait de 4,9 % pour l'ensemble, de 5,1 % pour les légumes et de 4,3 % pour les fruits. L'année 2013 se caractérise par un plus grand nombre de produits ayant un prix moyen « stable » (48 % en 2013, 42 % en 2012). Moins de fruits et légumes ont connu une hausse de 5 à 15 % (15 % en 2013, 35 % en 2012), et plus ont subi une baisse de 5 à 15 % (16 % en 2013 contre 8 % en 2012).

Les prix de vente au détail des légumes et fruits sur les marchés, dépendent de leur période de production, qui détermine la fréquence de l'offre (rareté ou abondance), des aléas climatiques, et de la fluctuation de la demande des consommateurs. Certaines productions végétales, comme le citron et le manioc, ont été impactées par la pluviométrie ou la sécheresse en 2013 pendant les périodes de floraison, de fructification et de récolte.

Fortes variations mensuelles

Sur un mois, 43 % des produits sont stables (ils varient de - 5 % à + 5 %), 15 % des produits augmentent de 5 à 15 % et à 22 baissent (de - 5 % à - 15 %).

Pour un fruit ou légume sur cinq, la variation est très forte : 11 % des produits à la hausse de plus de 15 % et 9 % à la baisse de plus de - 15 %.

Les mois de février et mars correspondent à une période de forte hausse mensuelle : un tiers des fruits et légumes croissent de plus de 5 %. Mars connaît une baisse marquée de près de 40 % des produits. En avril et mai, plus d'un tiers des produits subissent une baisse de plus de 5 % et inversement, plus d'un tiers des produits est à la hausse de plus de 5 % en juin. En début de saison sèche, les prix sont orientés à la baisse en raison d'une offre supérieure : près de 40 % des fruits et légumes. Le mois de septembre connaît une flambée des prix : plus d'un sur quatre de plus de 15 % : la salade augmente de moitié et le citron vert double de prix en un mois.

Le couac, produit de première nécessité, augmente fortement en 2013. Cette hausse est due à la pénurie de fin 2012 et début 2013. Le cycle de production du manioc a été retardé de quelques mois, du fait d'une saison sèche marquée. Le cours du couac est alors resté stable à ce niveau élevé. Le citron vert, produit prisé des consommateurs de Guyane, a une évolution annuelle constante : + 8 % chaque année. Par contre, son évolution mensuelle est saisonnière : cinq mois de baisse en saison des pluies et cinq mois de hausse en saison

sèche. Sa floraison ayant été impactée par les fortes pluviométries de mai, la récolte de septembre a été réduite, provoquant une hausse brutale de son prix : + 98 %.

Kourou, marché le plus cher

Le marché de Kourou affiche les prix les plus élevés : 36 des 62 produits ont leur cours annuel le plus élevé à Kourou, soit six produits sur dix, alors que seulement 3 produits y ont leur cours moyen minimum.

La comparaison entre les marchés de Cayenne et Saint-Laurent du Maroni est à l'avantage de celui de l'Ouest Guyanais.

La variabilité géographique est importante. En effet, la moitié des fruits et légumes a une différence supérieure à 30 % entre son prix minimum relevé sur un premier marché et son prix maximum relevé dans un autre marché

Jean-Christophe LAMBERT

Daaf Guyane

L'évolution des prix ressentie par le consommateur diffère selon les produits qu'il achète, selon ses préférences et ses moyens, mais aussi selon les points de vente qu'il fréquente.



Chiffres clés de l'agriculture

	2011	2012	2011/2012
	En tonnes	En tonnes	(en évolution)
Culture maraichère	2 051	2 113	3,0
Banane	238	245	2,9
Rhum (HL)	2 775	2 626	-5,4
Élevage			
Porcins	337	416	23,4
Bovins	307	355	15,6
Volaille	PAS D'ABATTAGES REGLEMENTES		

Source : DAAF - STAT SAA.

Forte saisonnalité du citron vert

Évolutions mensuelles des prix des fruits et légumes en 2013 (en %)

Produits du Panier	janv-13	févr-13	mars-13	avr-13	mai-13	juin-13	juil-13	août-13	sept-13	oct-13	nov-13	déc-13
Aubergines	-11,8	-2,0	0,5	-0,4	-3,5	24,1	-7,9	-2,9	9,8	-2,9	-7,8	2,2
Bananes à cuire	4,7	6,6	-2,5	-3,1	-4,5	-3,5	-2,8	-0,2	-4,4	-4,5	-2,8	-3,4
Concombres salades	-1,0	-10,0	9,6	-6,7	6,2	32,7	-31,0	-4,2	31,0	-11,8	-9,3	18,4
Dachines	11,6	6,9	11,3	-0,1	-6,7	-2,7	-6,0	-6,0	0,8	-0,9	-0,3	-0,1
Haricots verts	9,2	-2,7	0,7	-8,7	3,5	20,2	-15,6	1,3	10,2	-3,8	-0,1	-2,6
Patates douces	10,5	0,1	3,5	-7,6	-7,5	-1,1	-2,4	0,7	-1,6	-3,2	6,1	1,1
Salades - laitues	17,8	-3,8	36,5	-34,6	5,6	83,3	-44,3	-3,5	47,9	-17,5	-17,5	11,1
Tomates	7,1	-0,6	-12,4	-0,8	-2,5	4,0	14,3	-4,4	0,2	-5,6	0,5	-1,6
COUAC	25,5	-10,6	6,4	3,5	2,8	3,6	4,1	2,5	-0,9	2,2	-1,9	-0,7
Bacoves pommes	0,7	1,4	2,4	-5,6	0,4	-2,2	-4,1	2,1	4,2	-1,2	1,1	1,4
Citrons verts	-12,9	-29,7	-27,8	-22,1	-6,8	13,1	42,3	14,2	99,3	10,5	-25,0	-11,1
Oranges	3,7	-8,4	4,9	6,0	2,3	-4,6	-18,7	-13,4	11,5	10,2	0,5	0,1

Source : Daaf Guyane.



Fléchissement des autorisations de logements en 2013

En 2013, les logements autorisés sont au nombre de 1 915, c'est le volume le plus faible depuis 2009. La part des logements sociaux augmente et atteint 45 % contre 30 % en 2012. Le déséquilibre géographique semble se résorber : l'Île de Cayenne ne concentre plus que la moitié des autorisations de logements contre plus des trois quarts en 2011 et 2012.

Le nombre de logements autorisés atteint 1 915 unités en 2013. Les autorisations diminuent de 28 % par rapport à 2012 (2 670 logements autorisés). Pour la première fois depuis 2009, ce nombre tombe en-deçà des 2 000 logements. Entre 2001 et 2005, la moyenne du nombre de logements autorisés ne dépassait pas les 1 500.

Le nombre d'autorisations de logements collectifs est en forte baisse avec 1 120 en 2013 contre 1 920 en 2012. La part des logements collectifs dans les autorisations n'est plus que de 58 % contre plus de 70 % en 2011 et 2012.

A l'inverse, les autorisations de logements individuels augmentent et atteignent leur nombre le plus élevé depuis 2010, avec près de 800 permis accordés pour des maisons.

Les logements sociaux soutiennent les autorisations de logements

En 2013, la part des logements sociaux autorisés continue sa hausse et atteint 44,8 %, contre 30,5 % en 2012 et 11,8 % en 2011. S'il n'atteint pas son record de 2010 (1 320 logements sociaux autorisés), le nombre de logements sociaux augmente chaque année depuis 2011 et atteint les 860 en 2013. Au total, depuis 2009, le nombre de logements sociaux autorisés dépasse les 4 000.

Les autorisations de logements se concentrent moins autour de Cayenne

En 2013, la localisation des autorisations de logements fait apparaître une meilleure répartition des autorisations de logements sur le territoire. Les logements autorisés sont moins concentrés dans l'Île-de-Cayenne (figure 2) qu'en 2012 et 2011. Saint-Laurent-du-Maroni (20 %), Macouria (13 %) et même les autres communes de Guyane (20 %) captent des autorisations de logements plus conformes à leur poids démographique.

Le repli de l'Île-de-Cayenne s'explique par un moindre dynamisme de la construction privée de logements collectifs, notamment à Cayenne et Remire-Montjoly. Les changements des règles de défiscalisation peuvent avoir mis les investisseurs en position d'attente en 2013.

Les autorisations de locaux sont en forte hausse

En 2013, la surface autorisée de locaux atteint un niveau jamais atteint en Guyane avec 107 090 m² contre seulement 59 280 m² en 2012 et 72 110 en 2011.

En 2013, les autorisations de locaux sont surtout le fait du secteur privé avec près des trois quarts des surfaces autorisées.

Après les bureaux et les commerces en 2011, le moteur de la construction de locaux en 2013 est le secteur agricole avec une surface autorisée de 35 320 m². Les entrepôts se maintiennent à un niveau assez élevé avec 12 050 m² autorisés.

En ce qui concerne les services publics, les autorisations de locaux poursuivent leur hausse en 2013 essentiellement grâce à des locaux de culture et loisirs. Avec 15 510 m² autorisés, ce secteur pèse plus de la moitié de la construction de locaux de service public en 2013.

Rémy CHARRIER
Deal Guyane



Chiffres clés du logement

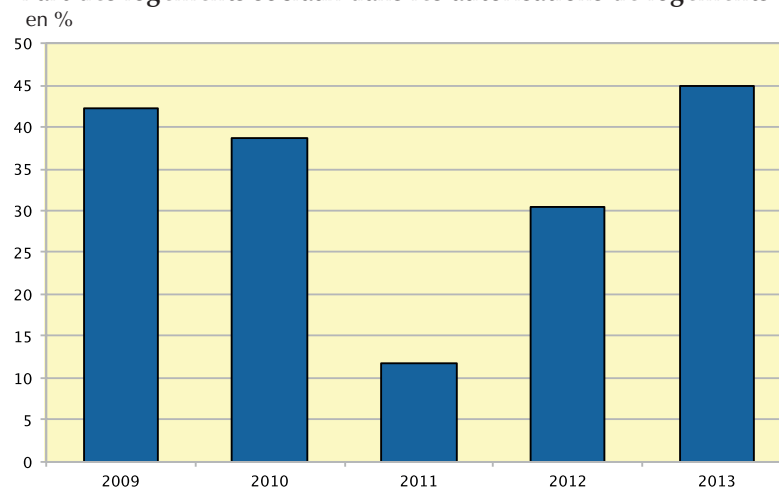
Taux d'occupation des chambres dans l'hôtellerie homologuée de Guyane

		en nombre			
		2010	2011	2012	2013
Permis de construire	individuel	1378	545	750	796
	collectif	2050	1547	1916	1119
Construction effective	individuel	784	623	389	275
	collectif	957	1338	2079	702

Source : Sitadel.

En 2013, la part des logements sociaux dans les autorisations de logements retrouve un niveau élevé

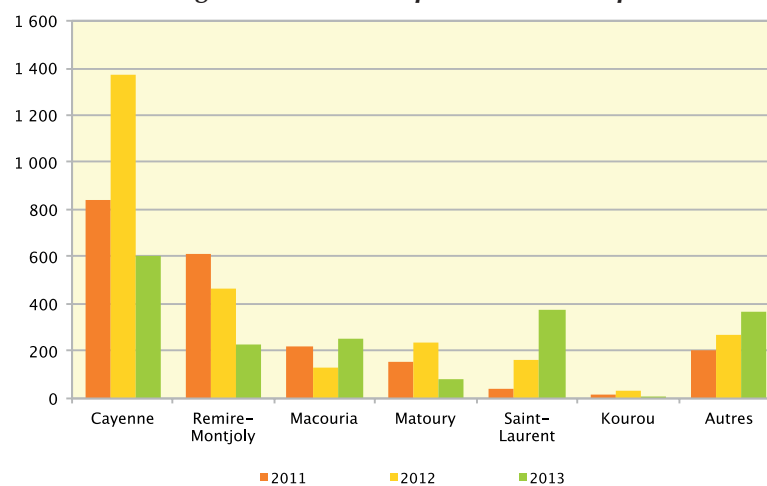
Part des logements sociaux dans les autorisations de logements



Source : Sitadel.

Moins d'autorisations de logements dans les communes de l'Île-de-Cayenne en 2013

Nombre de logements autorisés par commune et par année



Source : Sitadel.



Le CSG pleinement opérationnel et acteur du développement de la Guyane

Sept lancements ont illustré la bonne santé du Centre spatial Guyanais. La filière spatiale poursuit ses innovations technologiques avec notamment la mise en place de systèmes innovants de localisation/télémétrie. Son rôle dans l'économie guyanaise reste important en contribuant au niveau du Produit intérieur brut et à la pérennité de plus de 2 000 emplois.

Sept lancements ont été réussis en 2013 pour 12 charges utiles illustrant à la fois la performance du lanceur Ariane 5 avec 57 succès consécutifs depuis 2003, celle du lanceur Soyouz avec deux succès supplémentaires depuis la Guyane et du lanceur Vega avec un 2^e succès de rang.

Les évolutions de la base

En 2013, dans le cadre notamment de la préparation de la base du futur, le Centre national des études spatiales (CNES) a consolidé la flexibilité, la disponibilité et la sécurité du Centre spatial guyanais (CSG). De nombreux projets sont évalués : la mise en place de systèmes innovants de localisation/télémétrie, l'accroissement des capacités d'échanges numériques, le recours à des énergies alternatives, l'optimisation de la gestion des compétences dans un espace

de travail convivial et moderne. En complément de ces aspects techniques et opérationnels, une attention particulière a été portée sur la maîtrise des coûts, atout supplémentaire de compétitivité.

2013 : de l'Espace pour la Guyane

La filière spatiale continue à exercer un rôle moteur sur l'ensemble de l'économie guyanaise, en étant à la fois un acteur de l'innovation technologique (applications spatiales au service du citoyen), de la politique industrielle et du développement économique et social. Son activité contribue à environ 15 % du PIB et enregistre 1 685 emplois directs. A cela s'ajoute une activité économique indirecte induite par les besoins de fonctionnement de la base qui touche environ 7 000 emplois. Mais la présence de la base et de la filière spatiale jouent aussi un effet d'attracteur de compétences et de savoir-faire qui permet des activités économiques annexes au bénéfice de la Guyane, comme la télédétection.

Sur la période 2007-2013, le CNES, aux côtés de l'Etat, de la Région et des collectivités locales, a consacré une enveloppe financière de 39,5 M€ pour le soutien à la création d'activité et d'emploi. Cette participation constitue un effet de levier économique important.

A travers les Programmes Opérationnels (PO) européens, le CNES a ainsi contribué, à la création ou au maintien de plus de 2 400 emplois pérennes cumulés sur 2007-

2013 toutes filières confondues, et au financement de près de 3 000 projets dont 70 % émanant de Très Petites Entreprises (TPE).

« Albert Einstein », 4^e vaisseau cargo européen développé par l'ESA

Cet ATV (Automated Transfer Vehicle) est le quatrième d'une série de cinq vaisseaux cargos destinés à trois fonctions essentielles : ravitailler la station spatiale internationale (ISS), en carburant, eau, oxygène, vivres, pièces de rechange, etc..., remorquer l'ISS (rehausser son orbite, corriger son altitude) et embarquer les déchets qui en sont issus. C'est le véhicule spatial le plus lourd jamais propulsé dans l'espace à bord d'une Ariane 5 avec au total plus de 20 tonnes. C'est aussi des moyens surdimensionnés : 40 conteneurs, 340 tonnes de fret, huit mois de campagne au CSG, 130 personnes impliquées dans les opérations, 6 mois passés dans l'espace et une rentrée contrôlée dans l'atmosphère grâce aux moyens du centre de contrôle du CNES à Toulouse.

Bertrand PANHUYS

Mission Guyane CNES/CSG



7 lancements réussis en 2013

VA 212	7 février	Amazonas-3 et Azerspace/AfricaSat-1a
VV 02	7 mai	Proba V, VNRedSat-1 et Estcube-1
VA 213	5 juin	ATV Albert Einstein
VS 05	25 juin	O3b-F1
VA 214	25 juillet	Alphasat et Insat-3D
VA 215	29 août	Eutelsat-25B/Es'Hail 1 et GSat-7
VS 06	19 décembre	Gaia

Nota : VA : Vol Ariane ; VS : Vol Soyouz ; VV : Vol Vega
Source : CNES

Les télé-technologies au service de la Guyane

Le CNES met son savoir-faire au service de la Guyane ainsi que son expertise au travers du déploiement des technologies innovantes :

- **Télesanté** : télé-médecine (20 centres de santé), télé-épidémiologie (Institut Pasteur), télé-échographie (centre de Maripasoula), télé-dialyse (CHOG) ;
- **Télé-détection** : projet SEAS ; en 2013, les satellites Pléiades (optique haute résolution) et COSMO-Skymed (radar) ont fourni des images en temps réel, dans le cadre d'une expérimentation de surveillance maritime pour arraisonner les embarcations illégales ;
- **Désenclavement numérique** : à travers l'ICANT, réflexions sur les meilleures solutions de désenclavement des communes de l'intérieur et de développement durable en matière de télécommunications ; projet de téléenseignement avec l'Université.



Record historique du trafic aéroportuaire en 2013

En 2013, le trafic aéroportuaire se caractérise par une amélioration du trafic passager et par une hausse du nombre de vols commerciaux. Le fret diminue cependant et reste en deçà du niveau moyen de la dernière décennie.

Avec un total de 436 991 passagers, le trafic de l'aéroport Cayenne – Félix Éboué augmente de 1,9 % en 2013. Le nombre de passagers au départ et à l'arrivée progresse légèrement (respectivement + 0,2 % et + 0,3 %) et atteint son meilleur niveau historique.

Le trafic intérieur représente toujours la quasi totalité du transport de passagers

Le trafic national dans son ensemble (trafic intérieur, à destination des Antilles et de la métropole) continue de représenter l'essentiel du trafic de passagers,

soit 94,5 % ; le trafic international se situant à 5,5 %.

Le trafic intérieur assuré par la Compagnie Air Guyane est en hausse de 30,3 %. La desserte Cayenne – Grand-Santi continue sa progression avec une évolution de + 25,7 % sur l'année. La desserte Cayenne – Antilles (Fort-de-France et Pointe-à-Pitre) assurée en code share¹ avec Air France depuis novembre 2012 a généré un trafic de passagers de 15 281 pax² en 2013.

Toutefois, malgré une progression de la desserte Cayenne – Fort-de-France – Pointe-à-Pitre de 2,4 % pour la compagnie aérienne Air France, le trafic global sur cette ligne observe une diminution annuelle de 2,1 % ; le retrait de la compagnie Air Caraïbes en septembre 2012 n'ayant pas été pleinement compensé en 2013. La desserte Paramaribo – Cayenne – Belém est en nette progression en 2013, passant de 1 729 passagers au dernier trimestre 2012 à une moyenne de 2 563 passagers par trimestre en 2013.

Record historique pour les vols commerciaux

Comme pour le trafic de passagers, le nombre de vols commerciaux atteint son meilleur niveau historique avec 10 415 vols en 2013, soit une progression annuelle de 9,3 %. Cette évolution est essentiellement due au nombre important de mouvements d'hélicoptères de la compagnie NHV reliant l'aéroport à la plate-forme de prospection pétrolière située au large de la Guyane jusqu'en novembre 2013. Enfin, le fret avionné de 4 635 tonnes observe un nouveau déclin annuel de 3,2 %. De même, le fret postal de 1 273 tonnes diminue de 5,2 % en 2013. Sur la décennie passée, le niveau moyen du fret avionné a été de 4 766 tonnes.

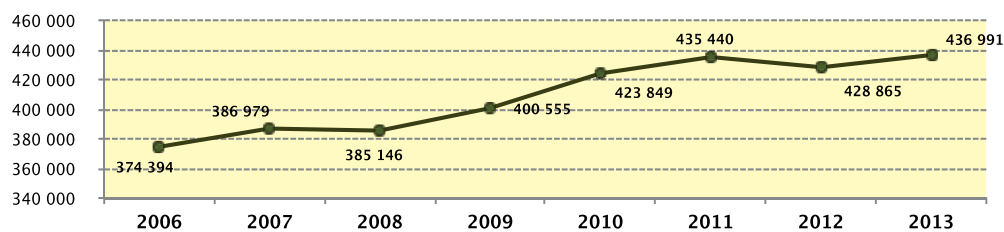
CCI de Région Guyane

¹La compagnie Air Guyane commercialise des places sur les vols Air France mais n'effectue pas de vols en propre à destination ou en provenance des Antilles.

²terme, à l'origine abréviation du mot anglais « passenger » désignant les passagers, les personnes, lorsqu'il s'agit d'en connaître le nombre, dans le monde militaire, du transport, du tourisme et de l'événementiel (« une salle de réunion d'une capacité de 300 pax »).

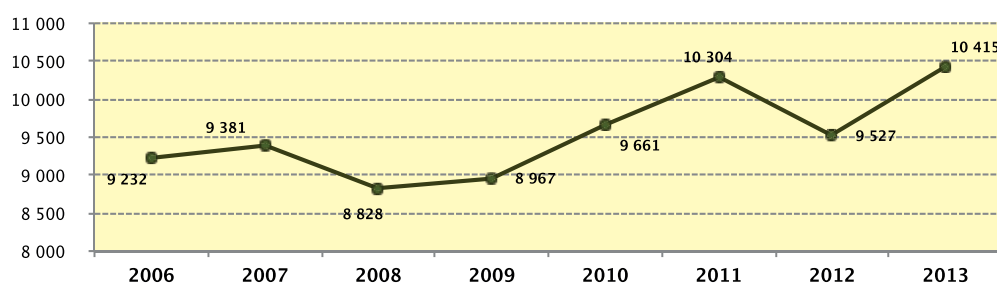


Augmentation du nombre de passagers en 2013 Évolution du nombre de passagers



Source : CCI Guyane

Record historique des vols commerciaux : 9,3 % en 2013 Évolution du nombre de vols commerciaux



Source : CCI Guyane



Légère dégradation du marché de l'automobile

En 2013, le nombre d'immatriculations de véhicules neufs a baissé de 2 % en Guyane, après - 6 % en 2012. Les voitures utilitaires du type camionnettes sont les plus concernées ainsi que les voitures particulières de cylindrées élevées fonctionnant au gasoil. En parallèle, les marques françaises perdent des parts de marché. Cette atonie du secteur automobile ne concerne pas les ventes de véhicules d'occasion qui enregistrent une croissance moyenne annuelle de 4 % par an depuis le début des années 2000.

En 2013, pour la deuxième année consécutive, les immatriculations de véhicules neufs toutes catégories confondues baissent en Guyane (- 2 %). Avec 5 950 immatriculations, c'est le plus bas niveau

de transaction atteint depuis six ans. Les véhicules utilitaires sont plus concernés par ce recul (-6%) que les voitures particulières (- 2 %). En effet, les achats de camionnettes ayant un poids total autorisé en charge (PTAC) de moins de 3,5 tonnes représentent 20 % du marché des immatriculations et baissent de 9 %, alors qu'en 2012, ils progressaient de 5 %. Le marché de l'occasion est quant à lui, plus florissant. Avec 10 000 véhicules vendus en 2012, ce marché a connu une croissance moyenne annuelle de 4 % depuis le début des années 2000.

Les grosses cylindrées en net recul

En ce qui concerne le marché des voitures particulières, les grosses cylindrées de 9 CV et plus sont les plus touchées par cette baisse. Les petites cylindrées résistent mieux car, plus économiques et moins émettrices de CO₂. Elles bénéficient d'un bonus écologique dont le montant maximal est passé de 5 000 à 7 000 euros au 1er janvier 2013. Le développement d'une prise de conscience environnementale contribue à l'émergence d'un marché de véhicules hybrides, même s'il ne représente que 1 % des achats automobiles.

Les marques étrangères

majoritaires

En 2013, les marques françaises ont perdu leur position dominante sur le marché. Elles ont vendu 6 % de voitures particulières en moins et leur part de marché a baissé de trois points (48 %). En effet, les véhicules de marques étrangères représentent désormais 52 % du marché avec des volumes de vente en progression de 5 % par rapport à 2012. La baisse du marché de l'automobile touche plus les véhicules fonctionnant au gasoil (- 3 %) que ceux fonctionnant à l'essence (-1 %). La réduction de l'écart des prix à la pompe entre le diesel et le supercarburant peut être un élément d'explication.

Nicolas SILVESTRE

Définitions

Le bonus-malus écologique : Instauré en décembre 2007, le dispositif du « bonus-malus écologique » comporte deux volets. D'une part, il incite les acheteurs de véhicules neufs à privilégier les moins émetteurs de CO₂. L'acheteur d'un véhicule faiblement émetteur en CO₂ bénéficie d'un « bonus ». En revanche, il doit s'acquitter d'un « malus » si le véhicule est fortement émetteur. D'autre part, un « super-bonus » permet de favoriser le renouvellement des véhicules anciens par des véhicules neufs moins polluants.

Véhicule Hybride : Le véhicule hybride possède deux moteurs : l'un fonctionne avec du carburant (moteur thermique), l'autre est électrique. Les batteries permettent d'alimenter en énergie le moteur électrique et ainsi de suppléer, à la demande, au moteur thermique, permettant des gains de consommation non négligeables.

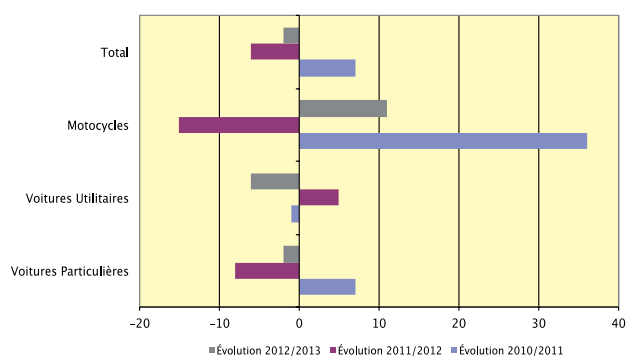


Chiffres clés de l'automobile

	Nombre	Évolution (%) 2013/2012
Immatriculations :		
véhicules particuliers	4 260	-1,7
autres	1 690	-2,2

Source : SoeS-RSVERO.

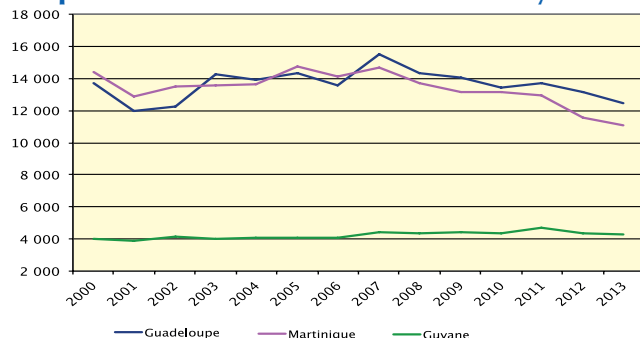
Moins d'immatriculations neuves des voitures particulières et utilitaires Evolution des immatriculations neuves de véhicules par type en Guyane



Lecture : En 2013, les ventes de motocycles sont en hausse de 11 %, celles des voitures utilitaires baisse de 6 %.

Source : SoeS-RSVERO.

Immatriculations des voitures particulières neuves aux Antilles Guyane



Source : Fichier central des automobiles jusqu'en 2009, SOeS-RSVERO à partir de 2010.

Les ventes de camionnettes chutent Immatriculations neuves des voitures particulières, utilitaires et motocycles en Guyane

Type de véhicule	2010	2011	2012	2013
Voitures Particulières	4 385	4 701	4 334	4 260
dont : marques étrangères (%)	50	48	49	52
diesel (%)	64	59	58	57
Voitures Utilitaires	1 306	1 299	1 360	1 281
dont : Autobus et autocars	21	27	16	38
Camionnettes (PTAC < ou = 3,5 tonnes)	1 180	1 217	1 283	1 163
Camions (PTAC < ou = 3,5 tonnes)	55	29	39	45
Véhicules automoteurs spécialisés	40	14	12	23
Tracteurs routiers	10	12	10	12
Motocycles	317	432	368	409
Total	6 008	6 432	6 062	5 950

Source : DAAF/Déclarations de Surfaces/POSEI/Douanes.

Les véhicules hybrides non rechargeables progressent mais restent en petite quantité Immatriculations neuves des voitures particulières selon le type de carburant

Type de Carburant	2012	2013
Essence-électricité (hybride non rechargeable)	9	30
Essence	1 813	1 791
Gazole-électricité (hybride non rechargeable)	1	2
Gazole	2 504	2 437
Non déterminé	7	0
Total	4 334	4 260

Source : SOeS-RSVERO à partir de 2010.

Les petites cylindrées de moins de 7 CV se stabilisent Les voitures neuves en Guyane selon la cylindrée et le type de carburant en 2013

Cylindrée	Essence	Essence Hybride	Gazoil	Gazoil Hybride	Essence GPL	nd	Total	Evolution (%) 2013/2012
Moins de 7 CV	1 574	30	1 886	0	3 490	-0,1	8 894	3
7 à moins de 9 CV	177	0	314	2	493	14,1	1 402	-2
9 à moins de 12 CV	26	0	187	0	213	-35,1	563	-44
12 CV et plus	14	0	50	0	64	-22	222	-47
Total	1 791	30	2 437	2	4 260	-1,7	11 081	-4

Source : SOeS-RSVERO à partir de 2010.



L'activité hôtelière marque le pas en 2013

En 2013, l'activité hôtelière de Guyane se caractérise par une baisse de fréquentation de la clientèle d'affaire. La clientèle augmente peu et les séjours se raccourcissent, compensant difficilement une offre de chambres en progression. Le volume des nuitées diminue, en particulier pour la clientèle étrangère.

Après un regain de fréquentation en 2012, l'activité hôtelière guyanaise marque le pas en 2013. Le taux d'occupation diminue de 6 points, 54 % des chambres ont été occupées en 2013. Cependant, la baisse du taux d'occupation est aussi liée à l'élargissement de l'offre en chambres et au tassement de l'activité guyanaise en 2013, en particulier dans la construction et le spatial.

Les hôteliers ont pourtant accueilli 3,2 % de clients supplémentaires. Mais la durée moyenne du séjour se contracte (- 0,3 jour) pour s'établir à 2,6 jours en 2013, impactant le nombre de nuitées qui diminue de 7,9 %.

Les français constituent la clientèle majoritaire de l'hôtellerie guyanaise. Comme en 2012, ils représentent 89 % des visiteurs et 93 % des nouveaux clients en 2013. Néanmoins, ils ont séjourné moins longtemps et le nombre de leurs nuitées recule de 4,4 %. La clientèle étrangère, peu nombreuse, a moins progressé et participe pour seulement 7 % à l'arrivée des nouveaux clients. Mais, le volume de leurs nuitées s'est contracté (- 23 %) et contribue au final, à plus de la moitié de la baisse totale des nuitées.

Baisse de la clientèle d'affaire

Fortement dépendante de l'activité économique, la fréquentation de la clientèle professionnelle recule en 2013. Suivant les zones, le tourisme d'affaires concerne 70 à 78 % de la clientèle en 2013 contre 80 à 84 % en 2012.

La zone de Kourou concentre la moitié de l'offre en chambres. Impactée par le ralentissement de l'activité du secteur spatial (7ancements en 2013 pour 10 en 2012), la clientèle étrangère en particulier a nettement diminué, et seulement 42 % des chambres ont été occupées. La zone de Cayenne, première aggloméra-

tion du département, reste plus attractive pour les visiteurs et le tourisme d'affaires. Regroupant 40 % de l'offre en chambres, l'activité hôtelière affiche de meilleurs résultats et le taux d'occupation atteint 69 %.

Les créations d'entreprises liées au tourisme augmentent

Après un recul de 3 % en 2012, les créations d'entreprises dans les secteurs d'activité liés au tourisme progressent de 6 % en 2013. Seulement 20 % des créateurs d'entreprise ont opté pour le régime d'auto-entrepreneur, alors qu'ils étaient plus de 50 % l'année précédente. La restauration reste le secteur le plus dynamique et rassemble 65 % des créations d'entreprise. Parmi ces dernières créations, 8 sur 10 concernent la restauration rapide.

Au 1er janvier 2013, les secteurs concernés rassemblent près de 1 150 entreprises. Le nombre d'entreprises a progressé de 7 % par rapport à 2012 mais la structure par secteur reste similaire à l'année précédente.

Martine CAMUS

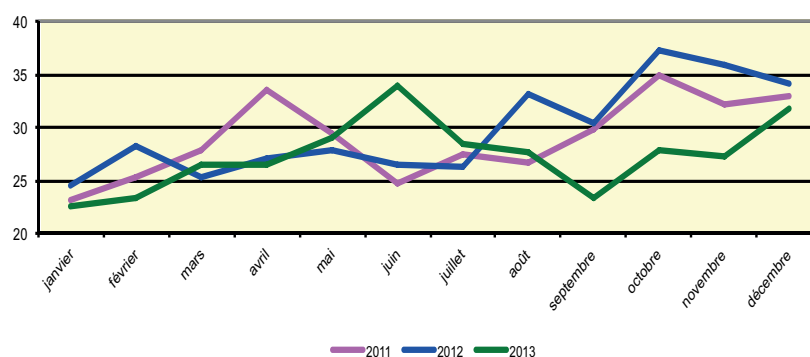
Définitions

Taux d'occupation : Nombre de chambres occupées / Nombre de chambres offertes.
Durée moyenne de séjour : Nombre nuitées totales / Nombre d'arrivées totales.



Le nombre de nuitées diminue

Évolution des nuitées hôtelières dans l'hôtellerie homologuée de Guyane



Source : DGCIS-Insee, enquête fréquentation hôtelière.

Dégradation du taux d'occupation des chambres

Taux d'occupation des chambres dans l'hôtellerie homologuée de Guyane

	en nombre				
	1er trim.	2ème trim.	3ème trim.	4ème trim.	Total
2011	57,4	61,4	57,7	69,6	61,6
2012	55,5	56,5	60,8	65,7	59,8
2013	49,8	59,6	50,0	56,1	53,9

Source : DGCIS - Insee, enquête de fréquentation hôtelière

Répartition des entreprises créées dans le tourisme entre 2011 et 2013

	en nombre		
	2011	2012	2013
Hébergements	25	11	12
Restaurants et cafés	110	113	122
Transports	23	29	32
Activités culturelles, récréatives et sportives	24	15	13
Autres activités touristiques	0	8	8
Total	182	176	187

Source: Insee, Répertoire Entreprises Etablissements.

Répartition du stock d'entreprises du tourisme par secteur

	en nombre	
	1er janvier 2012	1er janvier 2013
Hébergements	147	149
Restaurants et cafés	595	640
Transports	204	224
Activités culturelles, récréatives et sportives	72	78
Autres activités touristiques	52	56
Total	1 070	1 147

Source: Insee, Répertoire Entreprises Etablissements.



Des échanges extérieurs toujours dynamiques

En 2013, les échanges extérieurs guyanais restent dynamiques. Toutefois, une décélération des exportations est visible, rendant la Guyane plus dépendante vis-à-vis de l'extérieur. Le déficit commercial de la Guyane atteint 1,3 milliards d'euros, soit une progression de 5,6 % par rapport à 2012. De nouveaux partenaires s'affirment tandis que d'autres s'effacent du paysage guyanais.

Importations dynamiques

Pour la quatrième année consécutive, les importations guyanaises progressent de 9,6 % et atteignent le montant de 1 558 millions d'euros, soit une progression supérieure d'un point par rapport à l'année précédente.

Malgré un début d'année poussif, les entreprises n'ont pas hésité à investir, dopant significativement les importations des biens d'équipement (+ 16 %).

Le secteur des produits pétroliers est celui qui enregistre la plus forte hausse de ses importations (+ 51 %). En 2012, ce même secteur enregistrait une baisse de 27 %. L'attentisme des ménages, face au contexte économique

actuel, se traduit par une stagnation des importations des denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac, et ce malgré une croissance significative de la population.

Près d'un tiers des importations proviennent de la France métropolitaine, conférant à cette dernière la place de leader. Le marché américain gagne progressivement des parts de marché, tandis que l'Union européenne en perd. L'émergence des Pays-Bas constatée l'an dernier se confirme en 2013. Toutefois, l'Allemagne reste le partenaire européen privilégié de la Guyane.

En 2013, les importations provenant de la zone Caraïbes (ACP et hors ACP) sont en net recul, leur montant ayant diminué de moitié. C'est également le cas de la Chine qui n'a pas consolidé ses positions dans le secteur textile. Au contraire, les importations des produits textiles accusent un recul de 9 %. Cette baisse a permis au marché américain de développer ses parts de marchés dans ce secteur.

Envolée des exportations

En 2013, le montant des exportations guyanaises atteint 296 millions d'euros, soit une progression de 31%. Cette envolée est essentiellement due à l'exportation de machines industrielles de sondage ou de forage à destination de Tri-

nidad-et-Tobago pour une valeur de 51 millions d'euros. Hormis cette transaction, les exportations progressent de 9 %.

De même, l'exportation importante de produits pétroliers vers Trinidad-et-Tobago a dopé les exportations de ce secteur qui représente 2 % de l'ensemble des exportations. Ces exportations exceptionnelles vers Trinidad-et-Tobago expliquent la flambée du montant des exportations vers la zone Caraïbe ACP. Toutefois, hors ces exportations, la Guyane gagne des parts de marchés dans cette zone.

Concernant les exportations d'or, ces dernières ont baissé non seulement en volume (- 20 %) mais également en valeur (- 31 %). Ces données ne prennent pas en compte l'orpaillage clandestin qui continue d'affecter la filière aurifère. La France métropolitaine et la Suisse sont les deux pays destinataires de l'or guyanais.

Une décélération de la diminution des exportations des produits agroalimentaires est visible en 2013. En effet, les exportations de poissons surgelés progressent de 2 % et les exportations de crevettes, qui avaient connu une baisse drastique en 2010, progressent de près de 7 % en 2013.

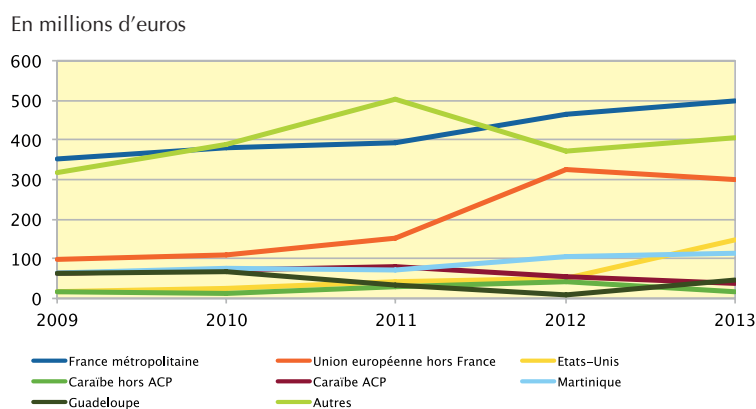
Christiane MILLET

L'espace Caraïbe comprend toutes les îles de la Caraïbe, ainsi que les pays d'Amérique Centrale et du Sud qui possèdent une ouverture maritime sur la Caraïbe. Les échanges avec Porto-Rico sont confondus avec ceux des États-Unis faute de données les isolant. On y distingue un groupe de pays signataires de l'accord de libre échange de Cotonou (pays ACP de la Caraïbe) et ceux qui n'en font pas partie (« Pays non-ACP de la Caraïbe »), dans la mesure où ils ne bénéficient pas du même régime douanier dans leurs relations avec l'Union européenne et donc avec les départements français d'Outre-mer.



L'Union européenne peine à s'affirmer sur le marché guyanais

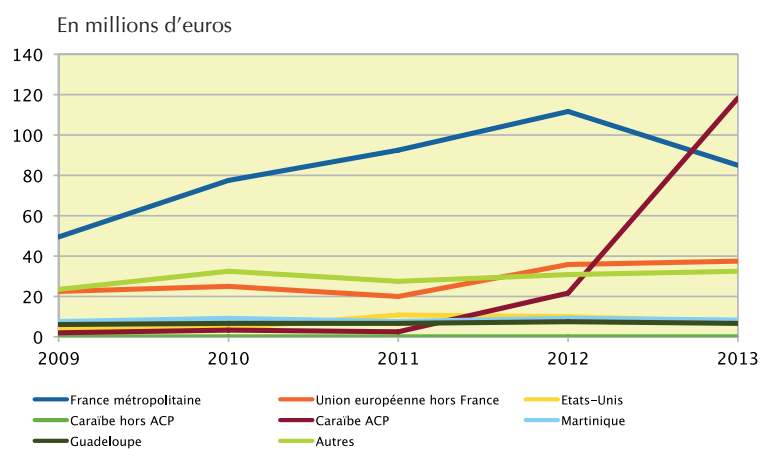
Répartition des importations de la Guyane selon leur destination



Source : Douanes, calculs Insee

Léger recul du marché métropolitain

Répartition des exportations de la Guyane selon leur destination



Source : Douanes, calculs Insee

Des échanges commerciaux en pleine expansion

Évolution des importations et exportations de la Guyane de 2003 à 2013

en millions d'euros

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Importations	632	675	739	756	896	1 065	993	1 126	1 315	1 421	1 558
Exportations	111	90	93	112	114	96	115	158	167	226	296
Balance commerciale	-521	-585	-646	-644	-782	-969	-878	-968	-1 148	-1 195	-1 262

Source : Douanes, calculs Insee.



Un redémarrage encore faible

Dans un contexte national encore fragile, les principaux acteurs économiques de la Martinique semblent s'essouffler. La reprise espérée en 2012 ne se confirme pas en 2013. Longtemps portés par la commande publique et l'investissement, les moteurs de l'économie martiniquaise tournent au ralenti. Dans ce contexte, la consommation des ménages ne redémarre pas encore.

L'évolution de l'emploi et du chômage reflète la panne de croissance de l'économie. Ainsi, la tendance baissière de l'emploi salarié observable depuis 2009 se poursuit en 2013. Le commerce et la construction ont particulièrement souffert de ces pertes d'emploi. Le nombre de demandeurs d'emploi progresse de 2,8 % sur le territoire. Son corollaire, le taux de chômage, deux fois plus élevé que dans l'Hexagone, s'élève à 22,8 %.

Le levier généralement activé par la population pour trouver un emploi dans un marché du travail tendu, ne fonctionne plus. En effet, les créations d'entreprises ont baissé de 10 % en 2013 en raison principalement d'une chute inédite des créations d'auto-entreprises (- 16 %) depuis leur instauration en 2009. Seul le secteur de la construction enregistre une hausse en lien avec des travaux de construction du transport en commun en site propre et des autorisations de construire en progression de 30 %. En dépit d'une conjoncture économique peu favorable, les banques ont globalement maintenu leurs financements. Ainsi, les crédits accordés aux ménages (à l'habitat) et aux collectivités progressent même s'ils reculent pour les entreprises.

L'inflation qui s'élève à 1,2 % en 2013, est pour la deuxième année consécutive inférieure à celle observée l'année précédente. Elle est principalement portée par les produits alimentaires et les services (respectivement + 3,3 % et + 1,1 %). A l'inverse, les prix des produits

pétroliers baissent de 1,3 % en raison du recul des prix du supercarburant et de la bouteille de gaz.

Avec un pouvoir d'achat contraint, la consommation est en berne, les ménages privilégiant l'épargne. Les trafics maritime et aérien de marchandises s'en ressentent. La méfiance des ménages conjuguée à l'attentisme des entreprises entraîne une baisse significative des importations de biens d'équipement. Le marché de l'automobile est l'exemple le plus marquant. En 2013, le nombre d'immatriculations de véhicules neuf a baissé de 3,5 % alors que celui des occasions enregistre une croissance moyenne de 2 % par an depuis les années 2000. Après plusieurs années de progression, les exportations de sucre et de rhum sont en retrait.

Dans ce contexte morose, peu d'indicateurs économique restent positifs. Le trafic aérien de passagers reprend un nouveau souffle avec une évolution de + 7,6 % de la ligne transatlantique. Cette affluence redonne des couleurs à l'activité hôtelière qui enregistre les meilleurs taux de fréquentation des quatre dernières années. Par ailleurs, elle a dynamisé les activités de réservation de voyage et restauration. Les escales de croisière continuent également leur progression et le nombre de passagers a plus que doublé.

Sylvia URGEN



L'économie guadeloupéenne manque de souffle en 2013

En 2013, l'économie guadeloupéenne reste fébrile. Tandis que l'inflation est contenue à un niveau faible, l'attentisme des ménages plombe la consommation, traditionnel moteur de la croissance. Les importations de produits agroalimentaires et de biens d'équipement sont en baisse. Toutefois, le manque de visibilité n'a pas empêché les chefs d'entreprises de retrouver le chemin de l'investissement. Cela se traduit par une embellie des importations des biens d'équipement et de biens intermédiaires. Autre soutien à la croissance, l'activité hôtelière se redresse en 2013.

L'activité des pays avancés est atone en 2013 et la croissance économique française n'a progressé que de 0,3 % supérieure toutefois à la moyenne de la zone euro (- 0,5 %). Dans les petites Antilles, l'activité est restée peu dynamique. La croissance économique de la Guadeloupe n'échappe pas à la morosité ambiante ; elle s'inscrit dans un mouvement de ralentissement débuté en 2011.

La consommation des ménages n'a pas joué son rôle de moteur de l'activité en Guadeloupe. L'atonie de la demande des ménages s'accompagne d'une stabilité de la demande de crédit à la consommation. Elle est également perceptible dans les échanges commerciaux avec une baisse des importations de produits

agroalimentaires et de biens d'équipement. En particulier, dans le secteur de l'automobile, les ventes de véhicules neufs ont chuté de 5 % pour la deuxième année consécutive. En lien avec la contraction de la demande locale, le trafic de marchandises diverses du port autonome est en baisse de 9 %.

Dans ce contexte de ralentissement économique et de baisse des prix des produits pétroliers, l'inflation est faible. Les ménages ont profité des taux d'intérêt historiquement bas pour contracter des crédits à l'habitat qui progressent de 6 % par rapport à 2012. Les professionnels du secteur du bâtiment n'en ont pas profité et le marasme se maintient dans ce secteur. Le nombre de logements individuels et collectifs autorisés à la construction recule de 8 % par rapport à l'an dernier, impactant négativement la consommation de ciment (- 5 %) qui retrouve son plus bas niveau, déjà observé en 2011 et durant la crise sociale de 2009. En conséquence, l'emploi dans le BTP se contracte pour la troisième année consécutive. Plus globalement, presque tous les secteurs d'activité sont touchés par le ralentissement de l'activité, avec pour conséquence, des pertes d'emploi dans l'économie guadeloupéenne (- 3,5 %) et un chômage en hausse (26 %).

En dépit de ce climat économique incertain, l'investissement est mieux orienté qu'en 2012. Il s'agit probablement d'un mouvement de rattrapage après plusieurs années d'un investissement limité. Cela se traduit par une embellie des importations des biens d'équipement (+ 18 %) dépassant même leur niveau d'avant crise. Les importations de biens intermédiaires progressent aussi mais à un rythme moins soutenu qu'en 2012 (respectivement 1,6 % et 6 %).

L'encours des crédits d'investissements accordés aux entreprises est en légère progression (+ 0,6 % contre 2,5 % en 2012).

D'autres secteurs soutiennent également la dynamique régionale. L'activité hôtelière se redresse en 2013, avec un flux de clients en hausse de 7 % par rapport à l'année dernière. C'est également le cas des exportations qui progressent de 2,8 %. C'est particulièrement vrai pour les exportations de bananes dont le dynamisme se confirme (+ 10 %). A ses côtés, le melon gagne progressivement des parts de marché à l'extérieur.

Les mauvaises performances économiques de l'année 2013 se prolongent au premier trimestre 2014. Signe d'une économie peu dynamique, l'inflation est presque nulle. Les entreprises, faute de visibilité, sont peu enclines à investir comme en témoigne la baisse des importations de biens d'équipement professionnel (- 16 %) et de biens intermédiaires (- 3 %). Le secteur du BTP souffre de l'absence de grands chantiers de travaux publics, et de la baisse continue du nombre de logements autorisés (- 23 %) en lien avec la chute de la consommation de ciment (- 13 %). Les créations d'entreprises sont moins nombreuses. Du côté des ménages, dopées par la dynamique touristique, les importations de biens de consommation courante sont mieux orientées (+ 2,4 %). Les ménages restent prudents et préfèrent épargner, comme en atteste la remontée du taux d'épargne au détriment de la consommation au premier trimestre 2014.

Ali BENHADDOUCHE

Le bilan économique 2013 en Guyane

L'économie guyanaise perd son souffle en 2013

Le ralentissement de l'économie guyanaise se confirme en 2013. L'emploi salarié progresse plus faiblement que les années précédentes. Les services et l'industrie continuent de créer des emplois tandis que la construction en perd pour la première fois. Les créations d'entreprises, levier pour créer son emploi, reculent. Si le spatial confirme sa bonne santé, les autres secteurs peinent à trouver de nouveaux relais de croissance. Les conséquences sont directement visibles sur le territoire avec un marché du travail fébrile et des ménages qui diffèrent leurs achats face à ce climat morose.

La revue économique des Antilles-Guyane

ISSN : 0987-4216

Directeur de la publication :

Didier BLAIZEAU

Rédactrice en chef :

Béatrice CELESTE

Chef de projet :

Benoit HURPEAU

